



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

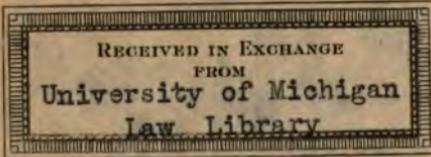
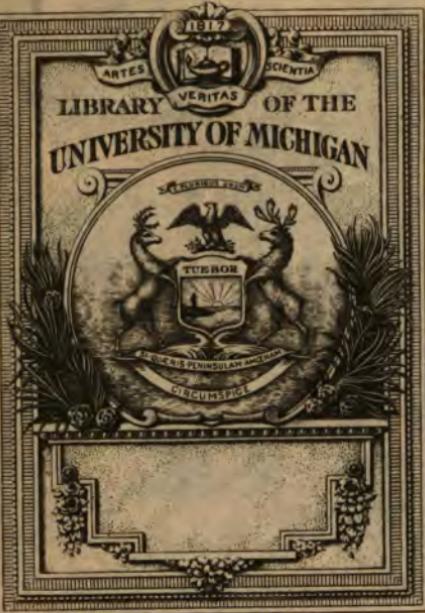
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

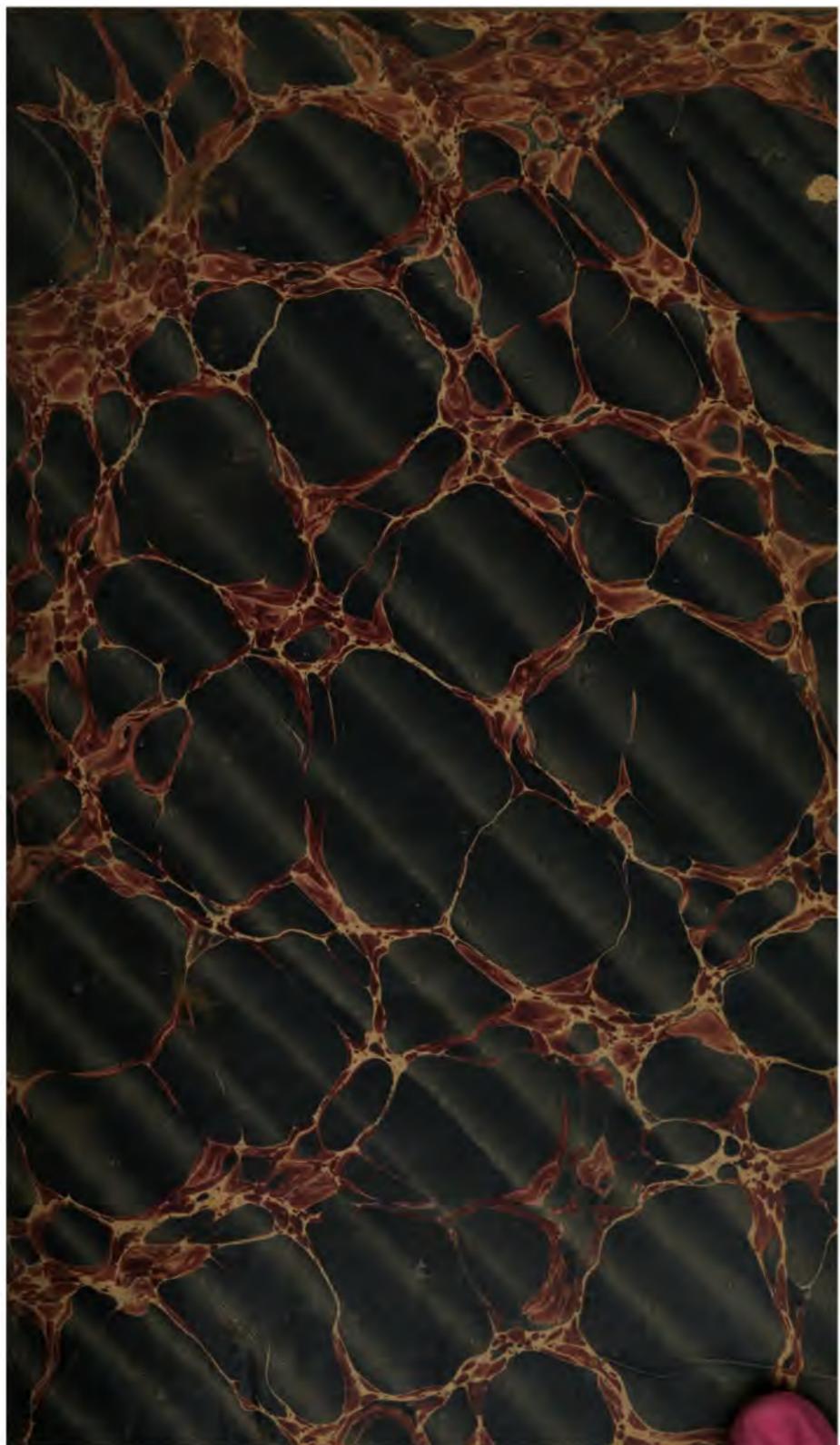
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

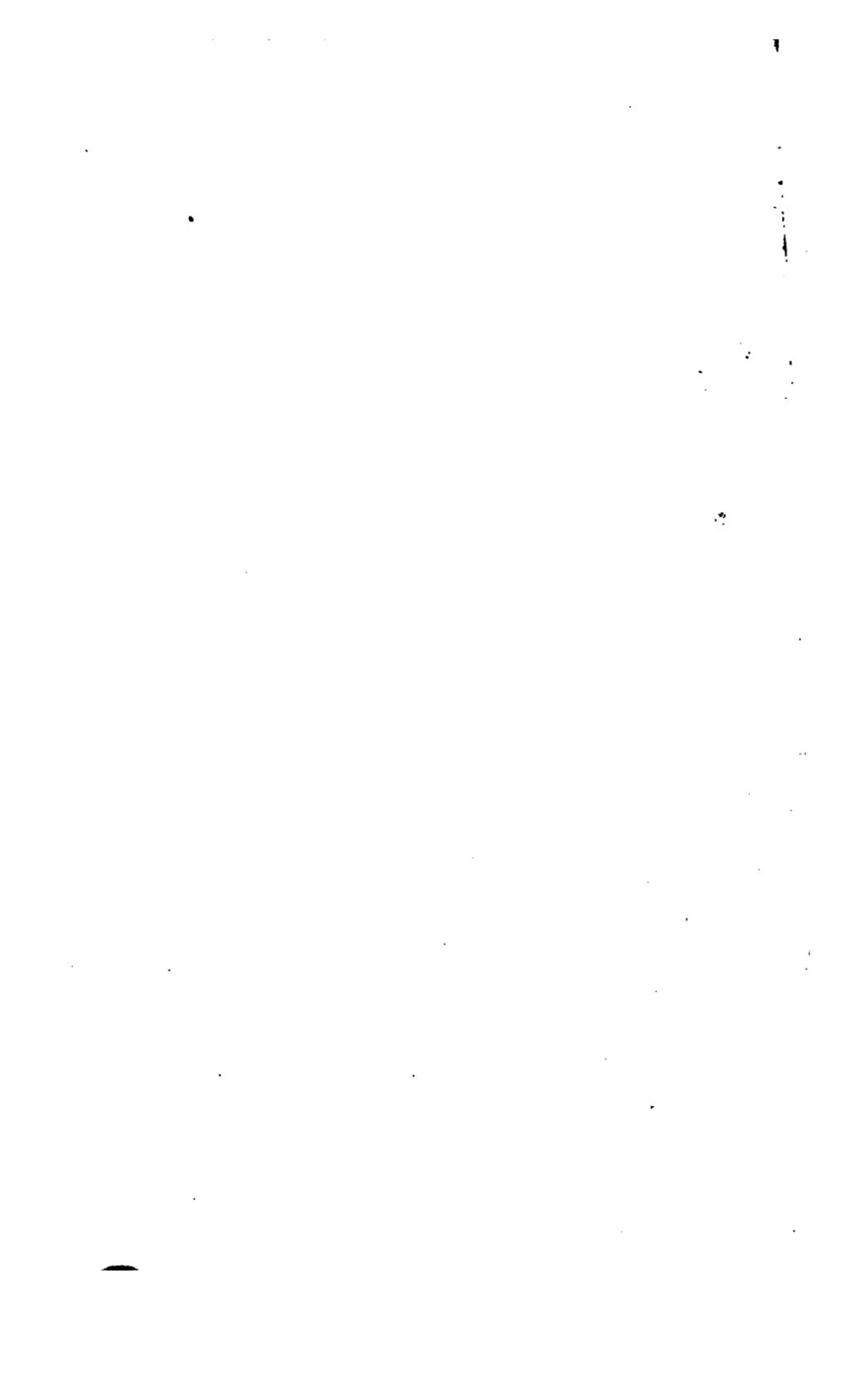
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





0.60

HJ  
7786  
H38



# **FAITS , CALCULS**

**ET**

**OBSERVATIONS SUR LA DÉPENSE**

**DU**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**

---

ERRATA.

Page 1, à l'épigraphie, au lieu de *impedere*, lisez *impendere*.

Page 14, ligne 12, au lieu de 360, lisez 230 millions.

Page 36, ligne 15, au lieu de *conseil*, lisez *conseils*.

Page 43, ligne 10, au lieu de *servir*, lisez *service*.

Page 45 ; ligne dernière, au lieu de *terminée*, lisez *déterminée*.

Page 73, lignes 15 et 17, et page 78, ligne 17, il y a erreur grave dans la détermination de la mesure de la base. Sa largeur réelle est de 107 toises, et sa longueur de 120, ce qui donne au lieu de 9,170 une superficie de 13,696 toises de base de construction.

Page 86, lignes 7 et 14, au lieu de 32, lisez 40 millions.

---

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET,  
RUE ST-HONORÉ, N. 315.

# FAITS, CALCULS

ET

## OBSERVATIONS SUR LA DÉPENSE

DU

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A TOUTES LES ÉPOQUES,

DEPUIS LE RÈGNE DE LOUIS XIV,

ET INCLUSIVEMENT

JUSQU'EN 1825;

SUIVI D'UN APPENDICE DE LA PROGRESSION DES DÉPENSES,  
ET DE TABLEAUX DU PRIX DES PRINCIPAUX OBJETS DE  
CONSOMMATION A LA FIN DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.

PAR

LE COMTE D'HAUTERIVE<sup>t</sup>, *Alexandre*  
*Membre de l'institut, Maurice Elie de*  
*Et Garde des archives du ministère des affaires étrangères. Lassauvage*

termina la

à être dis-  
res ; mais

rapports

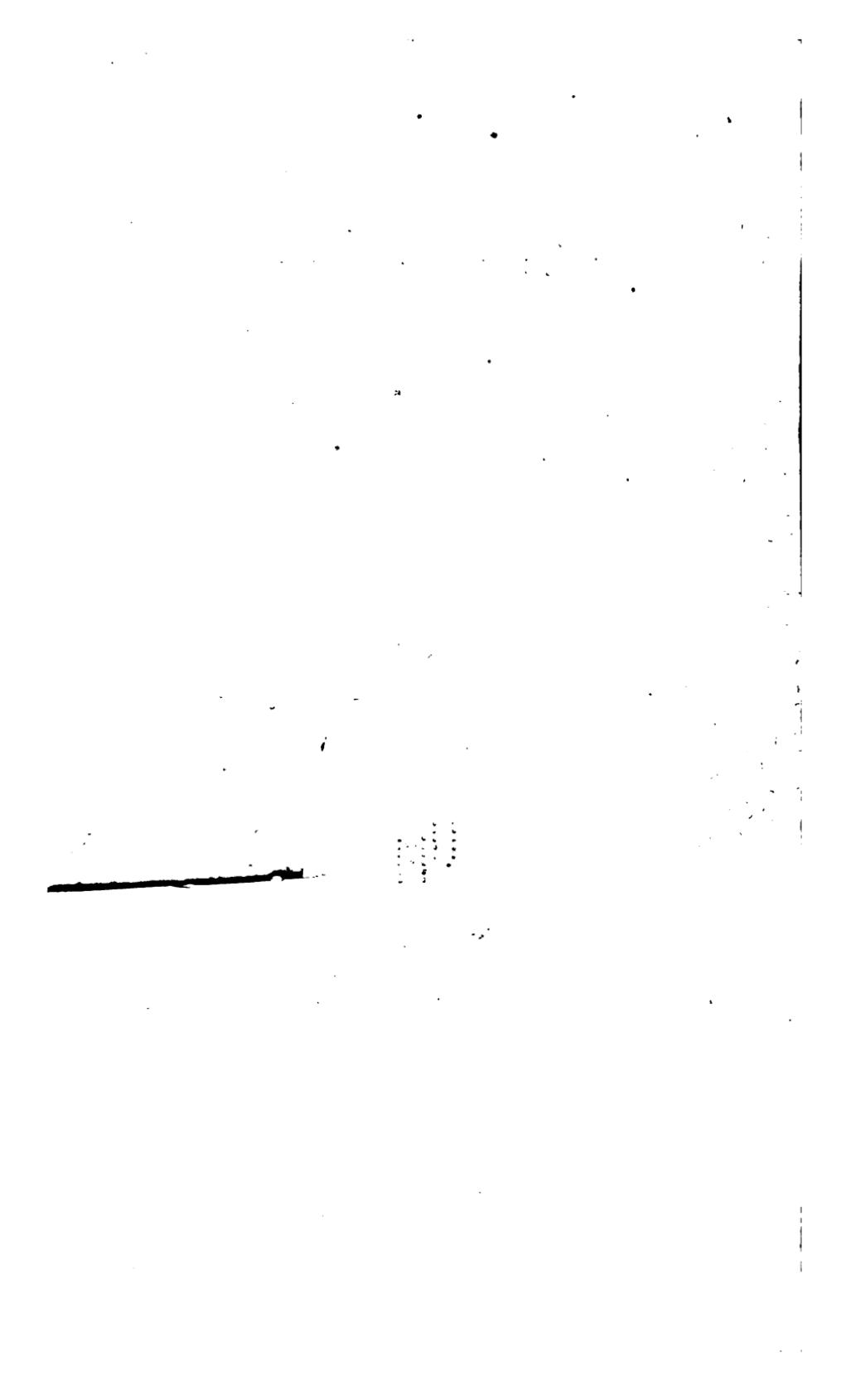
et la

# Paris,

LE FILLEUL, LIBRAIRE,

RUE DE CASTIGLIONE, N° 17.

1828.



Gen. bib.  
Ex ch.  
21 m. law library  
4-6-1933

---

# CONSIDÉRATIONS

## PRÉLIMINAIRES.

Gloriosum est honores impedere et laudabilibus  
bene meritis digna præstare. Quidquid enim talibus  
tribuitur, pro generali potius utilitate largitur.

CASSIOD., in *Epist.*

---

La crainte qu'inspirèrent les dispositions présumées de la Chambre de 1825 détermina la rédaction de cet écrit, qui fut destiné à être distribué aux membres des deux Chambres ; mais on ne tarda pas à se rassurer sur les rapports qui devaient bientôt s'établir entre elles et le ministère , et cette publication fut jugée inutile. Cette vue était petite, comme toutes celles qui n'ont en regard que les dangers et le besoin du moment. Dans de tels sujets , il ne faut jamais perdre de vue l'avenir , et qu'on ait raison

de compter sur la confiance des Chambres , ou qu'on soit fondé à craindre de ne pas l'avoir obtenue , il faut tout faire , soit pour l'acquérir , soit pour la justifier. L'opinion publique est d'ailleurs le suprême arbitre à qui revient le jugement définitif de toutes les prétentions et de toutes les controverses , et c'est elle qu'il importe par-dessus tout d'éclairer.

On n'a rien changé aux éléments de la contestation financière sur laquelle il s'agissait alors d'apporter la lumière du calcul et des faits. Il ne s'agit pas ici du budget de telle ou telle année ; il s'agit du système général des recettes et des dépenses du ministère. Le grand objet de chaque ministère doit être de chercher dans la comparaison d'une longue suite d'années et du temps présent la juste mesure des dépenses et des besoins auxquels il importe de satisfaire ; il s'agit enfin de s'entendre sur le véritable sens du mot *dépense* et du mot *économie*.

L'auteur de cet écrit fait profession de croire que tout travail doit produire , et que toute dépense de gouvernement doit servir à l'acquit

d'un travail productif. Il pense que toute faveur qui n'est pas une récompense , que tout salaire donné à une vie oisive ou à un travail impro-  
ductif, est une prodigalité, et non pas une *dé-  
pense*. ( Il doit être entendu toutefois que tout ce qui est relatif à la splendeur du trône est et doit rester en dehors de cette discussion. ) Mais il pense en même temps que tout travail qui produit l'accomplissement d'une obligation du gouvernement envers l'état est productif , qu'un salaire proportionné au service rendu est une dette, et non pas une grâce , et que, le refus ou la diminution du salaire entraînant l'abolition du service , cette épargne , loin d'être une économie , devient une cause de dommage pour l'état , et opère à son préjudice , moins sensiblement peut-être , mais plus gravement que la prodi-  
galité.

Il est encore un point sur lequel il est plus nécessaire de s'entendre : c'est le sens qui doit être donné au mot *administration*. Depuis long-temps , non seulement en France , mais encore dans tous les états de l'Europe , elle est

le but vers lequel se dirigent toutes les censures. Accuser les actes de l'administration , critiquer son organisation , mettre en avant des plans de réforme , est devenu un moyen facile et sûr de parvenir à quelque notoriété. Il faut le dire , la faveur qui , dans la classe si variée et si nombreuse des lecteurs , semble s'attacher à ces allégations , prend sa source dans la fausse idée que l'administration n'est autre chose qu'une charge , et que le fardeau en est disproportionné avec le bien que l'état et le pays en retirent. De là , parmi les hommes bien intentionnés , le vœu très naturel d'en restreindre l'action et d'en circonscrire l'étendue.

Cette vue si légère sur un établissement qui , par les progrès et les bienfaits du temps , est devenu une des plus admirables organisations que la civilisation des nations modernes ait produites , tendrait , si on parvenait jamais à la réaliser par des conséquences pratiques , soit à recommencer la monarchie , et à nous la redonner telle que les progrès , la décadence et la ruine du système féodal l'avaient faite , c'est-à-dire dans

L'état de misère , de désordre et de faiblesse où Louis XIV la trouva au moment où ce grand prince prit en main les rênes de son gouvernement; soit à la précipiter dans cet abyme d'où, il y a un peu plus de vingt ans, elle n'a été retirée que parce que les souvenirs du passé n'avaient pas tous été perdus , et que tous les esprits sages prièrent l'appui de leur opinion au plan qui fut alors conçu de ramener vers un centre commun tous les grands mouvements de ce vaste et beau système qui primitivement avait été conçu dans le but de mettre en point de contact le pouvoir du gouvernement avec l'immense majorité de tous les intérêts privés qu'il est chargé de défendre , et de lui donner par là des moyens certains de remplir partout et toujours son utile et glorieuse destination.

Les mémoires du temps ont révélé sur ce point une particularité fort instructive : c'est qu'à l'époque où Louis XIV conçut l'entreprise hardie de constituer sa monarchie ( j'emploie à dessein ce mot sacramentel , parce que l'administration , en déterminant le pouvoir dans son ensemble ,

en le limitant dans ses détails , en réglant enfin avec une extrême précision son usage dans tous les objets sur lesquels il s'exerce , est par là même non seulement une véritable *constitution* , mais , quand elle a été établie sur un bon système , la meilleure de toutes les constitutions ) ; lors donc que Louis XIV conçut l'idée de constituer ainsi sa monarchie , on fut généralement étonné de lui voir créer une foule d'emplois onéreux , dans un temps où son trésor paraissait être dans la plus extrême détresse , et bien plus encore de voir attribuer à ces emplois des traitements fort considérables.

C'est que l'administration n'est pas une charge sans compensation ; c'est que ces dépenses ne sont qu'une avance , et une avance légère sur d'immenses produits ; c'est que dans l'exercice de l'administration il s'opère à notre insu , tous les jours , à tous les instants , une merveilleuse combinaison des moyens productifs de l'industrie et de l'action protectrice de la puissance publique , et que c'est de cette combinaison féconde que naissent et se reproduisent incessamment

tous les éléments de la force de l'état et de la prospérité nationale; en sorte que l'administration, en tant qu'elle se montre partout et en tout temps un principe d'ordre, de confiance, de sécurité, en tant que partout elle est présente et active pour protéger le droit et l'intérêt de chacun et la sécurité de tous, devient réellement cause coefficiente de tout ce que la société produit et consomme, de tous les fruits et de tous les gains de l'industrie; et si l'on était tenté de mettre en doute le prodige de cette coopération et l'inaugurabilité de ses résultats, il suffirait de supposer soit l'organisation d'une administration habile dans un pays totalement dénué de moyens d'industrie, soit une industrie active et bien organisée dans un pays sans administration, c'est-à-dire dans un pays où tous les ressorts d'une administration depuis long-temps établie auraient été tout à coup violemment brisés (on sait trop que cette dernière donnée n'est pas une supposition vaine). Qu'on veuille donc se reporter aux temps et aux lieux où l'histoire a eu à recueillir de tels exemples, et je pense que, sur

la foi de son témoignage , personne ne sera tenté de contester la justesse de cette observation , que l'industrie d'une nation qui n'aurait plus d'administration ne produirait pas plus que l'administration inutilement habile d'une nation qui n'aurait point encore d'industrie ; mais que , dans un pays où une grande et active industrie s'exerce sous l'abri d'une administration modérée , régulière , sagement contrôlée et enfin bien et savamment organisée , d'immenses produits doivent être le résultat certain de l'heureuse coopération de ces deux grandes causes de la prospérité publique.

Je prie d'observer qu'en parlant ici de l'industrie et des intérêts qui sont établis sur ses produits , je n'entends pas seulement parler des arts et du commerce , mais je comprends dans la même acceptation toutes les mises en valeur de quelque faculté et de quelque cause productive que ce soit , et j'embrasse aussi l'ensemble de toutes les valeurs , de tous les produits et de tous les intérêts ; et aussi , en parlant de l'administration , j'entends l'exercice , sans exception

et sans réserve, de tous les pouvoirs qui sont l'apanage de l'autorité souveraine, en tant qu'ils s'appliquent à la sauvegarde de toutes les sortes de biens, à la protection de tous les droits et à la garantie de tous les intérêts.

D'après ces considérations, j'ose dire qu'il n'y a ni présomption ni exagération à établir que l'administration est annuellement en France cause coproductive de six milliards de valeurs; et si on demandait quelle part dans cette immense et périodique réproduction doit lui être attribuée, je ne craindrais pas d'assurer que la mesure de cette part doit se trouver dans la comparaison du revenu de la France à deux époques différentes : c'est-à-dire 1<sup>o</sup> celle du temps où l'administration n'existeit plus, pour avoir été totalement désorganisée ; 2<sup>o</sup> celle du temps où elle a été réorganisée. Et je ne pense pas qu'on puisse me contester que la différence qui résulte de la comparaison des produits de ces deux époques marque exactement la part des produits annuels qui doit être attribuée au concours que l'administration donne

incessamment à la fécondation de toutes les causes productives de l'industrie.

Est-il nécessaire de rendre cette théorie plus sensible par des exemples? Je demande qu'on passe en revue toutes les époques de richesse et de misère, de puissance et d'abaissement, que présente notre histoire: on trouvera toujours dans l'état corrélatif de l'administration et de l'industrie la cause prédominante de ces grandes vicissitudes.

A l'avénement de Henri IV, la France était chargée d'une immense dette; le bon et grand roi et le grand et vertueux Sully s'accordèrent à créer et soutinrent de toute la puissance de leur caractère une administration vigoureuse et sévère. Quel en fut le résultat? A la fin de ce beau règne, l'état avait racheté pour trente-cinq millions de domaines et pour cent millions de capitaux de rentes sur l'état; les impôts étaient diminués de moitié, et le produit en était cependant augmenté; des constructions dispensieuses avaient été entreprises et achevées; d'u-

11

tiles travaux avaient été faits aux frais de l'état , et le trésor gardait pour les profusions du règne suivant une épargne de 40 millions.

Passons à un autre exemple. A la mort de Mazarin , tout ce que l'énergique gouvernement de Richelieu , tout ce que les progrès du système commercial , l'augmentation du territoire , la formation d'une marine et le nouveau genre d'industrie qui en avait été l'heureuse suite , avaient procuré d'avantages à la France , était perdu pour elle ; toutes les propriétés , toutes les valeurs véniales , étaient dépréciées ; l'industrie était partout paralysée , les caisses du fisc étaient vides , tous les services étaient obérés ; le domaine , entièrement engagé , ne produisait plus de revenu ; les perceptions du fisc étaient absorbées par des anticipations vendues d'avance à vil prix , et le trésor , discrédité par des prêts honteusement usuraires , ne pouvait emprunter à aucun taux . Heureusement alors le besoin du repos qui suit les longues agitations avait disposé les esprits à concevoir des idées d'ordre , et préparé les caractères à une sage et nécessaire

subordination. Un regard pénétrant du prince lui fit apercevoir que la France et l'état étaient appauvris par la même causs , et que la détresse publique devait uniquement être attribuée à la foule d'exacteurs qui , au nom de son autorité , mais non pas au bénéfice de l'état , exerçaient sur toutes les propriétés et sur toutes les industries des vexations qui restaient toujours impunies. La France n'avait pas alors d'autres administrateurs , et ce n'étaient ni la force , ni l'habileté , ni même la légalité , qui manquaient à cette sauvage administration. Toutes les agences dont elle se composait , exercées de longue main à un système régulier de brigandage , se fondaient sur des traditions anciennes , sur des usages locaux , sur des priviléges de villes , d'états , de bailliages , de provinces ; et le trésor , dont elles ne recevaient aucun traitement , s'était sciemment subordonné à elles par des édits de création , qui , pour le prix d'une misérable finance , avaient successivement vendu à une nation de vampires enrégimentés par quelques hommes puissants le droit de percevoir et de

dévorer la moitié des produits du territoire et de l'industrie de la France. Le souverain , d'un seul acte de sa royale autorité , abolit toutes ces monstrueuses spécialités , et leur substitua une grande et dispendieuse administration , qu'il surveilla lui-même , et qu'à l'exemple de son aïeul il protégea de toute la force de son noble et inébranlable caractère.

Mais on s'abuserait étrangement si , dans ces mesures réformatrices et dans ces établissements nouvellement formés , on ne considérait que les détails de la manœuvre , je veux dire la création d'une multitude d'emplois et les biens qui devaient en résulter pour l'industrie et les avantages qui en revinrent au fisc. C'est l'ensemble des motifs et du but , c'est l'accord des causes , leur correspondance et la continuité des effets qu'il faut considérer ; ce n'est pas enfin une administration habilement ordonnée , c'est une monarchie , une vraie monarchie , qui s'établit sur un sol sur lequel le temps avait accumulé les débris d'une foule de gouvernements informes qui , dans le cours de huit siècles , s'étaient

successivement élevés pour le malheur des souverains et pour celui des peuples. Et après avoir rendu hommage à la sagesse du grand roi, il est juste de descendre aux résultats, et c'est avec autant de surprise que de plaisir qu'on découvre que vingt ans après l'époque qui avait mis un terme aux désordres de l'ancienne administration , le fondateur de la nouvelle avait soutenu le poids de trois glorieuses guerres, qu'il avait fondé une foule de nobles et utiles établissements , qu'il avait dépensé en monuments qui immortaliseront son règne plus de 360 millions , que ses dettes étaient acquittées , que les charges publiques , considérablement diminuées , procuraient cependant de plus abondantes ressources , et qu'enfin le trésor avait constamment pourvu et pourvoyait toujours à toutes les dépenses nécessaires.

Il faut des explications à de tels résultats , quand on veut faire comprendre comment ils ont été les effets d'une seule et unique cause ; et ici je crois devoir insister sur une observation que j'ai faite déjà , et je prie qu'on veuille

bien se rappeler que par industrie j'entends un système qui embrasse tous les produits, tant ceux qu'on appelle improprement de la nature que ceux qui procèdent uniquement de l'art; en sorte que la mise en valeur des propriétés territoriales n'est ici considérée que comme une des branches de l'industrie générale. Je vais dire maintenant ce que c'est que l'administration.

L'administration est le gouvernement en action, dans le plein et entier exercice de sa puissance, comme dans le général et complet accomplissement des devoirs que sa haute vocation lui impose; l'administration est l'assiette et l'exercice du pouvoir public sur tous les points où son action peut seconder et protéger ou régler les mouvements de l'industrie. Cette action varie ainsi de nature, selon la diversité des travaux qui réclament sa protection et son concours; et sa mesure se proportionne également à celle de l'intérêt et des besoins, soit individuels, soit collectifs, de la généralité et de chacun des agents de l'industrie.

Il y a des lois qui déterminent les droits res-

pectifs de toutes les industries ; d'autres lois déterminent les droits respectifs de tous les individus qui exercent une industrie. L'administration est chargée de la protection de tous ces intérêts , comme de l'exécution des lois qui en assurent le maintien : on voit ainsi par ce simple exposé de faits que les ressorts des deux organisations sont et doivent être toujours et partout en point de contact ; que cette correspondance , pour être inaperçue , n'en est pas moins un des phénomènes les plus réels , les plus constants et les plus merveilleux du mécanisme social ; que , simple en apparence , ce système de rapports présente à un observateur attentif et pénétrant une telle complication de mouvements , des directions si multipliées , et une si grande diversité d'impulsions et de réactions , que l'esprit effrayé se refuse à suivre l'enchaînement de cette multiplicité infinie de mobiles et de moteurs qui , mis incessamment en jeu pour agir et réagir les uns sur les autres , constituent , par cette perpétuité de mouvements harmonieux , non seulement la vie , mais la prospérité du

corps social, comme la sympathie respective de nos organes et la constante harmonie des mouvements qui en résultent, constituent la vie et la santé du corps humain.

Ce ne serait certes pas une découverte vaine que celle qui nous donnerait la faculté de porter incessamment avec succès un regard scrutateur sur tous les détails des mouvements de ces deux organisations et de leur perpétuelle concordance : car alors, en ce qui tient à l'organisation sociale, on connaîtrait, on pressentirait à temps telle cause inaperçue de bien ou de mal qui doit survenir à notre insu, que l'intérêt public recommanderait ou de favoriser ou de combattre, et qui, par le fait de notre ignorance, opère de bons ou de mauvais effets, sans que nous puissions chercher ni employer les seuls moyens soit de remédier aux uns, soit d'assurer la continuité des autres. Mais sans prétendre ici à plus de sagacité qu'il n'est donné au commun des hommes d'en avoir, je crois pouvoir assurer que toute mesure, toute détermination qui tend à troubler la grande et con-

stanté harmonie qu'il est de l'intérêt général de voir toujours exister et se maintenir entre chaque branche d'industrie et toutes les autres , entre chaque section du système administratif et toutes les autres parties de ce système , et enfin entre le système général de l'industrie et le système général de l'administration, est un mal, et un mal dont la gravité n'est presque jamais bien appréciée , parce qu'on n'en juge ordinairement que par l'importance de la cause qui l'a produit , tandis que sa vraie mesure doit se prendre de son action successive et lente sur l'immensité du système dans lequel elle agit , et sur la somme des mouvements indéfinis, indéterminables et infiniment diversifiés au sein desquels cette funeste cause porte un désordre sans remède et sans terme.

Il ne faut pas qu'on perde de vue un seul instant que tout se lie dans un système organisé. Il n'y a pas une branche d'industrie qui ne tienne par des correspondances directes ou indirectes , et prochaines ou éloignées , à toutes les autres branches de ce système , et il en est ainsi de différentes sections du système administra-

tif; mais il y a de plus à observer, à l'égard de ce dernier système , que de ses classifications si diverses et si multipliées, et de leurs rapports médiats ou immédiats avec les classifications non moins variées et non moins nombreuses du système de l'industrie, résulte une influence générale et continue qui s'exerce à l'avantage de l'ordre public, et dont un des plus salutaires effets est une sauvegarde efficacement assurée à des distinctions sociales qui , dans les classes inférieures , ne sont bien connues que des personnes intéressées; distinctions d'où naissent des associations de vues, d'usages et d'intérêts, sans lesquelles les opinions des peuples sont sans accord, leurs moeurs sans consistance , et les lois qui doivent en réprimer les écarts , incapables de remplir leur destination sans se commettre par la nécessité où elles sont d'agir toujours à force ouverte , et de s'employer tout entières contre de légères mais trop fréquentes infractions. Une grande hiérarchie telle que celle des agences administratives, qui, investie d'un pouvoir suffisant, est cependant autorisée et habituée

à en modérer l'exercice au gré des temps et des circonstances , et qui , dans l'usage qu'elle en fait , se trouve partout et à tous les instants , par l'activité de toutes ses subdivisions , en point de contact avec tous les intérêts , appelle naturellement à se concerter , à s'allier , ceux de ces intérêts qui sont de même nature , soit dans la vue de tirer plus d'avantages de la protection commune , soit pour se prémunir contre les abus ou les écarts de cette protection. De là les professions , de là les associations qui , en simplifiant les rapports sociaux , leur donnent plus d'intimité et leur assurent plus de durée ; de là l'esprit de corps , de classe , de métier , de position ; de là ces rapprochements habituels qui , accoutumant les hommes occupés des mêmes objets et dans le même but à reconnaître les supériorités immédiates , leur rendent la subordination plus facile ; et cette disposition , en s'établissant sur tous les degrés du système industriel , parvient enfin à y former un très grand nombre de hiérarchies , peu connues , mais réelles , et qui , superposées les unes sur les autres ,

en se rattachant dans tous leurs degrés aux degrés correspondants de la chaîne des hiérarchies administratives et par elle à la haute hiérarchie de l'antique aristocratie , complètent l'organisation morale , sociale et politique, d'un grand peuple et d'un grand état.

Je me suis étendu sur ces considérations , parce qu'elles jettent un grand jour sur les éléments et sur tous les aspects de l'organisation dont je viens de parler , et parce qu'on pourrait y trouver l'explication des causes qui , depuis le commencement du règne effectif de Louis XIV , ont concouru à donner aux mœurs françaises ce caractère de généralité , d'uniformité et de bonté, qui les ont toujours distinguées. Je crois que le tableau que je viens de présenter est celui de tout le bien qui peut être produit par une bonne , sage , active , vigilante et régulière administration , et que ce bien a été principalement assuré en France par l'administration qui fut l'ouvrage du génie de Colbert , et du caractère du prince qu'il eut la gloire et le bonheur de servir. Cette administration est la même que celle qui , de

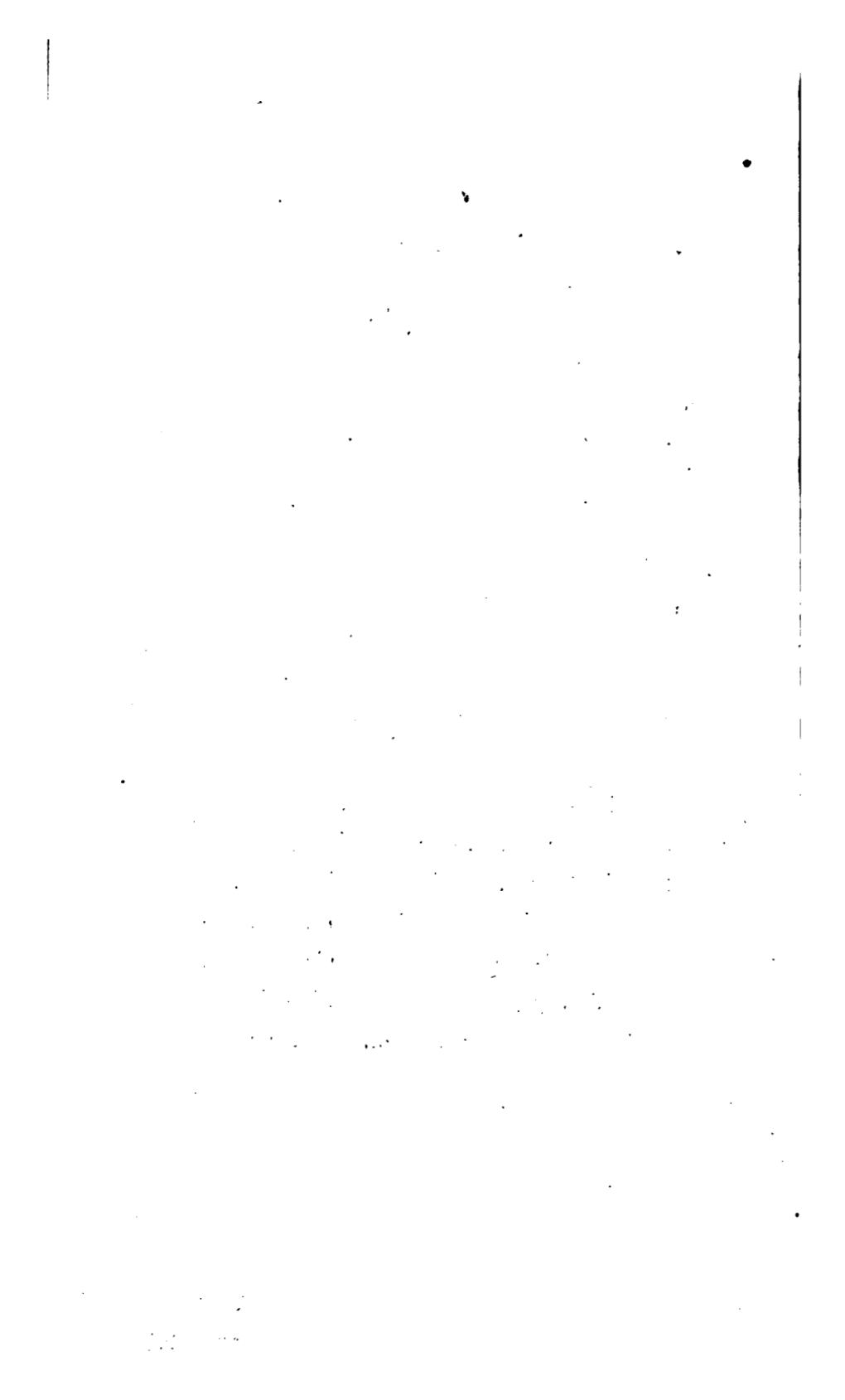
règne en règle, s'est perpétuée et maintenue jusqu'à l'époque de la révolution ; désorganisée plutôt qu'abolie, à la seconde période de cette fatale époque, elle s'est pour ainsi dire relevée d'elle-même par le besoin qui, après quelques années d'une complète anarchie, fut généralement senti de sa nécessaire et salutaire assistance. L'industrie ne pouvait se renouveler ; la société ne pouvait se réorganiser sans elle. Le pouvoir n'eut alors qu'à rappeler et rétablir les trois grands principes fondamentaux qui la constituent : le principe des règles d'admission, le principe des règles de retraite, et le principe si fécond, si indispensable, des règles de promotion.

Toutefois, il ne faut pas craindre d'en convenir, ce grand et beau mécanisme a manqué dès le principe d'un puissant et indispensable ressort, qu'au temps où son fondateur a vécu, son génie n'a pu concevoir, et dont, depuis sa mort, de fréquentes et déplorables vicissitudes de désordre et de misère, qui ont enfin, par une suite de crises successives, précipité l'état dans l'abîme des révolutions, ont fait connaître l'absence. Ce

ressort est le contrôle d'un pouvoir placé hors de l'administration, et dont la vigilance, s'exerçant incessamment sur sa marche, en assure la constante régularité par la nécessité où se trouve la direction d'être toujours active, vigilante, habile, loyale et dévouée, et de faire par la force de l'exemple, comme par celle du sévère exercice de l'autorité dont elle est revêtue, un devoir et une habitude de l'exercice de ces mêmes vertus aux agences de tous les genres et de tous les grades qui lui sont subordonnées.

Ce ressort régulateur, la France l'a enfin obtenu, comme le prix de vingt-cinq années de souffrance, dans la *Charte* qu'elle doit à la sagesse éclairée et bienveillante des deux rois que la Providence, long-temps inattentive à ses voeux, a enfin consenti à lui rendre.

La *Charte* garantit désormais l'accomplissement des grands devoirs de l'administration; l'*administration* garantit l'accomplissement de la haute destination de la *Charte*: la *Charte* et l'*administration* sont le complément l'une de l'autre.



# OBSERVATIONS

SUR UN

RAPPORT FAIT A LA CHAMBRE DES PAIRS

DANS LA SESSION DE 1824,

RELATIVEMENT AUX DÉPENSES

DU

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

---

J'extrais d'un rapport récemment présenté à la chambre des pairs un fait qui a excité en moi une extrême surprise ; et sans autre intérêt que celui de la vérification historique d'une citation qui se rapporte à un des plus importants objets de l'étude de l'économie politique, celui de la progression des dépenses , j'ai cru devoir en faire le sujet d'une discussion que je soumets volontiers aux lumières de l'honorable rapporteur.

Il résulte de cette citation que la dépense du ministère des affaires étrangères , pendant quatorze années consécutives du règne de Louis XIV, a coûté de 4 à 600,000 liv., dont la moyenne a été de 505,000 liv.

L'époque précise de l'évaluation n'est pas fixée. Seulement il est dit dans le rapport que le marc d'argent était à 29 liv. : d'où naît d'abord un premier sujet d'embarras, le taux de 29 n'ayant réglé la division du marc que de la date de 1679 à celle de 1687, ce qui ne comprend qu'une période de neuf ans. Il suit toutefois de là que les quatorze années évaluées ont dû s'écouler peu avant ou peu après cette période.

Mais, en approfondissant le sujet, je trouve de bien plus graves motifs de doute. De quels documents ont été tirés les éléments de ce calcul ? Dans quel dépôt se trouvent les pièces de la liquidation des dépenses du ministère ? La comptabilité de ce temps était-elle, comme aujourd'hui, détaillée, sévère, minutieuse et complète ? Je crois qu'une réponse catégorique à ces questions ne rendrait pas facile la justification et les preuves de la certitude du fait allégué dans le rapport.

D'abord, je dois dire que j'ai été en mesure de pouvoir recueillir dans un des plus riches dépôts de l'Europe tout ce qui s'y trouvait de documents relatifs à la série des dépenses annuelles du ministère des affaires étrangères dans toute la durée des deux derniers siècles, et que, dans cette durée, il ne reste de la comptabilité

de toutes les années qui ont précédé 1757 que des pièces informes, sans précision, sans ensemble, sans suite, et sur lesquelles il est impossible d'asseoir avec aucune espèce de probabilité non seulement la dépense générale et annuelle de ce ministère, mais même aucune dépense de détail, prise isolément dans les comptes d'une année.

Je crois pouvoir affirmer que les états réguliers, trimestriels, annuels et complets, ne datent parmi nous que de cette époque; et lorsque mes conjectures sur ce point auront été vérifiées à la suite de recherches et de vérifications qui peuvent facilement être faites sur cet objet dans chaque ministère, on sera fondé à dire que, si M. de Colbert a eu la gloire d'établir en France le système de l'administration, c'est à M. le duc de Choiseul que doit être attribuée celle d'y avoir créé le système de la comptabilité financière, bienfait immense, dont on ne connaît pas alors l'importance, qui aujourd'hui doit être mieux comprise.

L'administration en France ne s'est organisée que par degrés. Le premier roi qui se fit sur cet objet des idées d'avenir et d'ensemble fut Louis XI. Pendant tout son règne, il s'efforça d'en régler toutes les parties en établissant entre elles quelque concordance; mais on n'avait, dans ces temps de désordre et de violence, aucune vue

de circonscription , de spécialité et de compétence. Un nombre indéterminé de secrétaires de finances qui avaient succédé à des notaires , à des clercs du secret , etc. , se partageaient la direction générale , qui , sous tant de diverses impulsions , ne pouvait conduire à aucun résultat uniforme. Henri II établit des ministres secrétaires d'état ; mais les affaires furent partagées entre eux sans distinction de matières , et les affaires étrangères leur furent géographiquement réparties en quatre zones séparées , l'une d'elles attribuée au hasard à chacun des quatre ministères. Richelieu sentit enfin le besoin de réunir ces sections éparses dans un seul ministère , et ce département fut le seul qui eut une circonscription déterminée. Cependant , en s'isolant ainsi , le ministère des affaires étrangères conserva jusqu'en 1790 , en sus de sa propre administration , la direction administrative de cinq généralités de l'intérieur ; et ce qu'il faut savoir sur ce sujet , c'est que , si on a des recherches à faire pour s'assurer d'un fait relatif à l'ancienne administration intérieure de la France , ce n'est pas dans le dépôt d'un seul ministère qu'il faut espérer de trouver les documents dont on a besoin : il faut fouiller dans toutes les archives , et à peu près avec la certitude de ne pas trouver ce que l'on cherche.

A défaut de ces documents, j'ai eu recours aux recueils imprimés. Je n'ai rien appris de certain, de suivi, de complet, des écrits du temps, des collections et des mémoires des règnes suivants ; mais j'ai trouvé une riche mine d'observations, d'informations, de faits, de tableaux et d'états de recettes et de dépenses, dans les ouvrages de Forbonnais. On sait que ce laborieux écrivain vécut dans l'intime confiance des plus célèbres ministres du siècle dernier, du maréchal de Bellisle, de M. de Machaut, du duc de Choiseul, de M. de Silhouette, etc., etc. Il fut successivement administrateur des monnaies et premier commis des finances. Il a puisé aux sources, et sa sévère exactitude ne peut pas plus être mise en doute que son savoir.

Le noble rapporteur à qui j'ai demandé où il avait puisé ses informations m'a dit qu'il les avait trouvées dans les manuscrits de Colbert. M. de Forbonnais a eu pendant plusieurs années ces manuscrits à sa disposition, et il nous a donné dans ses recherches tout ce qu'il y avait trouvé, c'est-à-dire rien de positif ni de complet. D'ailleurs, Louis XIV a régné trente-deux ans encore après la mort de Colbert. Une durée de trente-deux années, et les dernières, sont quelque chose, je crois, dans l'histoire d'un règne, et elles sont tout dans cette discussion.

Or je vois dans ces recherches sur les finances de France un très grand nombre d'états qui tous sont positifs quant à la somme finale des dépenses acquittées ; mais on n'y voit jamais la dépense isolée d'aucun département, ni celle même d'aucune des administrations subordonnées qui dépendent des ministères.

J'ai sous les yeux l'état des dépenses de 1682. C'est un budget divisé en quarante-cinq chapitres. Les titres des dépenses indiquent bien la caisse d'où les allocations ont été tirées, mais cette indication laisse ignorer à qui elles ont été adressées et par qui elles ont été dépensées. Ainsi, dans cet état, je vois que la dépense de l'année a été de 105,915,038 liv., sauf des réductions indéterminées ; mais je ne vois aucune désignation qui éclaire le lecteur sur la répartition qui, dans le cours de l'exercice annuel, a été faite de cette dépense.

La titulature de ces chapitres est généralement vague, complexe, ambiguë. On sent qu'une foule de dépenses diverses par leur nature, par leur objet, ont dû y être comprises. On ne peut douter que les sommes inscrites sous la plupart de ces titres n'aient été le sujet d'une répartition régulière, mais aujourd'hui ignorée ; et il en est où l'on est assuré que telle ou telle administration a dû être portée pour une part alors défini-

tivement déterminée, mais dont on ne peut en ce moment conjecturer la mesure.

Ainsi, dans cet état, une somme était allouée aux ligues suisses. Cette somme a dû être répartie par le ministère des affaires étrangères, et certainement la dépense de l'entretien du bureau qui était chargé de ce travail y était aussi comprise. Une autre somme était affectée aux dépenses du conseil, et on sait que sa section la plus éminente appartenait à ce ministère. Un autre porte le titre de *traités étrangers*, nouvelle indication d'une dépense du ministère des affaires étrangères. Les pensions, les gratifications, les dépenses secrètes, les acquits patents, les voyages, les récompenses, sont autant de titres indicatifs d'une portion aujourd'hui inconnue, et qui dut être alors affectée à la dépense de ce ministère comme à celle de plusieurs autres ministères.

Ce qui a pu être pour l'honorable rapporteur une cause d'erreur, c'est que les ambassades figurent constamment dans ces états sous la désignation d'*ambassades par rôles*, ou *traiements des ambassadeurs*, ou *ambassadeurs et ministres près des cours étrangères*. Il est bien possible qu'en prenant une période de 14 ans dans le cours du XVII<sup>e</sup> siècle, on trouve une moyenne

de 500,000 liv. pour cette dépense toute spéciale ; mais d'abord cette donnée n'indique qu'une partie des dépenses du ministère, dont la totalité se trouve comme enfouie dans les 45 titres de l'état précédemment cité ; ensuite je crois qu'il faudrait remonter à une époque beaucoup plus reculée pour trouver une telle moyenne. Et dans tous les cas, c'a été une bien grave méprise de la part du noble rapporteur de prendre la partie pour le tout, et une dépense de détail pour l'ensemble de la dépense générale du ministère. En 1688, la dépense des ambassades fut de 675,700 liv. ; elle avait été de 845,320 liv. en 1682. Elle fut de 836,575 liv. en 1699. Mais en entrant dans le XVIII<sup>e</sup> siècle, cette dépense s'élève progressivement : en 1715, année qui suivit celle de la fin du règne de Louis XIV, la dépense des ambassades fut d'un million, et en 1717, de 1,684,667 liv. Cette ayant-dernière indication, qui figure dans les tableaux de Forbonnais, se retrouve textuellement dans le journal de Dangeau, qui finit en cette même année.

Le marc d'argent était alors à 34 avec une fraction, et il est aujourd'hui à 54 avec une fraction. Je néglige les fractions, et je vois que la somme dépensée pour les ambassades en 1717 se monte à 2,678,579 fr., valeur d'aujourd'hui.

Nous nous trouvons ici, comme on voit, bien loin du résultat comparatif que le noble rapporteur a établi dans son rapport. Dans le budget de l'année actuelle, 1825, la dépense des ambassades n'est portée qu'à 2,483,000. Cependant, s'il fallait en croire le rapport, les dépenses du ministère seraient aujourd'hui décuplées de ce qu'elles furent sous le règne de Louis XIV. Je crois tellement à la franchise de son rédacteur, que je suis certain qu'il n'apprendra pas sans plaisir que, loin d'être supérieure dans une telle proportion, la dépense actuelle du ministère pour une des parties les plus dispendieuses de son budget est inférieure de 195,579 fr. à celle de l'année 1716.

Et une considération viendra probablement encore relever à ses yeux la valeur financière de cette réduction : c'est que, depuis 1716, le nombre des légations est considérablement augmenté, que celui de secrétaires attachés aux ambassades est triplé, que le traitement de ces agents secondaires est presque quadruplé, et que le fonds de ce traitement, étant pris sur celui des ambassades, diminue leur somme totale dans une mesure telle, que sa disproportion avec celle qui était affectée à la dépense de l'exercice de ces hautes fonctions en 1716 laisse moins à justi-

fier qu'à accuser la timide circonspection qui jusqu'à ce jour a empêché les ministres de réclamer enfin pour elle une juste , forte et indispensable augmentation.

Cette considération se trouvera politiquement fortifiée par une analogie de position fort remarquable aux deux époques. Je crois devoir présenter ici l'extrait d'un ouvrage imprimé dans une vue particulière et toute spéciale, que je n'ai pas dû destiner au public. La France y est présentée telle qu'elle était après la paix d'Utrecht.

« La prépondérance que la France eut incontestablement le droit d'exercer dès la brillante époque du traité de Westphalie reçut de fortes atteintes à celle du traité de Ryswick , et la France en était totalement dépouillé à l'époque du traité d'Utrecht.

« La guerre qui venait de finir avait compromis jusqu'à son existence ; il ne lui restait rien de cette confiance , de cette énergie , de cette grandeur, qui avaient causé tant d'effroi , qui avaient armé contre elle une si formidable ligue. Un roi vieilli dans les revers , humilié , abattu par l'infortune ; l'état épuisé , point de finances ; une armée , un général , un ministre , seuls restes de cette génération de grands hommes qui avaient jeté un si grand éclat sur un des plus longs et

plus glorieux règnes de l'histoire des temps modernes : tel était le point auquel la France se trouvait réduite quand elle souscrivit aux conditions de paix qui lui furent alors imposées. Cependant par cela même qu'il avait fallu pour la vaincre que presque toute l'Europe réunit ses forces pour combattre les siennes , par cela que dans le congrès ses trois négociateurs, pour arriver au terme des négociations, avaient eu à lutter de patience, d'efforts et d'habileté contre quatre-vingts ministres accrédités par la foule de princes et de gouvernements qu'elle avait pour ennemis, elle ne cessa , après ses défaites et après la paix , d'être encore un objet de crainte, de jalou-sie , de considération et de respect. Les passions qui avaient excité tous les gouvernements à s'unir contre elle en avaient déterminé quelques uns à s'écartier des voies de leur politique traditionnelle. Le système fédératif d'un grand nombre de gouvernements était dérangé. Le cabinet de Versailles put tirer avantage de l'incertitude , de la faiblesse de ces liens mal tissus ; il fut recherché par les cours qui avaient montré le plus d'animosité contre lui. Ses secours furent utiles, nécessaires même à l'Angleterre , si récemment sa plus implacable ennemie. Enfin un ministre modéré et prévoyant mit tous ses soins à répa-

rer les désordres de l'administration intérieure. La France en peu d'années recouvrira les ressources, les moyens de puissance que des guerres malheureuses, qu'une régence dissipatrice, lui avaient fait perdre. Les ressorts de sa politique extérieure reprirent leur ancienne énergie ; une diplomatie vigilante, vigoureuse et éclairée, maintint pour lors avec une sage fermeté les droits et la dignité de la France, et en 1742, elle se vit encore une fois en mesure de pouvoir disputer à la maison d'Autriche la prépondérance qu'e le traité d'Utrecht lui avait ravie et qui lui fut rendue par la paix peu avantageuse mais extrêmement honorable d'Aix-La-Chapelle. »

( *Conseil à un élève*, page 52. )

Maintenant, c'est à ceux qui ont la charge d'apprécier, dans des vues d'avenir, et sur des motifs d'intérêt, de justice et d'honneur, les services utiles, de juger quel est aujourd'hui, dans la discussion des dépenses du ministère des affaires étrangères, l'avantage qui doit être mis en première ligne, si c'est celui d'en diminuer la somme, ou celui d'en agrandir, d'en étendre et d'en perfectionner l'emploi.

En nous reportant à des temps moins éloignés, nous trouverons de plus plausibles sujets de

comparaison. Les rapprochements en ont été, depuis 1815, habituellement faits par tous les contradicteurs des ministres du roi, mais, je puis le dire, avec peu de connaissance de cause. Il n'entrait pas dans mes vues de discuter tout ce qui a été dit sur ce sujet. Cependant, après avoir combattu, j'ose croire, avec avantage, le système des réductions par la réfutation d'un fait dont les défenseurs de ce système ne manqueront pas de se prévaloir contre les demandes et les nécessités d'un ministère qui a cela de particulièrement difficile dans sa position, qu'il ne peut pas toujours dire tout ce qui pourrait le plus servir à sa défense, j'irai au-delà du but que je m'étais proposé, ne fût-ce que pour épargner aux censeurs des mesures financières de ce ministère la peine et le danger de chercher dans des époques plus récentes des faits qu'il leur est impossible de bien connaître, et que je crois propres à rectifier leurs idées sur la justice et la convenance des réductions qu'ils peuvent se croire fondés à réclamer.

J'ai dit que depuis le ministère de M. le duc de Choiseul la comptabilité du département des affaires étrangères a été constamment régulière. Cette régularité permet de donner la somme

précise de ses dépenses depuis 1759 jusque en 1791.

La dépense de 1759 fut de 5,514,000 liv. On n'a qu'à mettre successivement le chiffre de chacune des années suivantes sur chacune des sommes annuelles de dépenses que je vais transcrire, et on aura la série complète de toutes celles de cette période.

1760. —	6,742,800.	liv.	6,807,000.	6,515,600.
6,753,6000.	5,211,000.		13,520,800.	12,056,500.
10,034,400.	5,357,000.		5,567,000.	8,707,700.
5,456,200.	11,000,000.		11,000,000.	5,028,000.
5,441,000.	5,027,000.		5,062,000.	8,413,000.
5,182,000.	9,068,000.		9,009,000.	11,153,000.
10,645,000.	8,172,000.		6,879,300.	6,790,700.
8,155,400.	11,000,000.		6,500,000.	5,475,000. —
Et 1791, 6,300,000 liv.				

En voyant tant et de si grandes variations dans une série de trente-trois ans, on sera tenté peut-être d'imputer à ce ministère une grande inconsistance dans le système financier de sa perception et de sa dépense. Cette induction serait on ne peut pas moins fondée. Dans les sommes de la série qui précède, les dépenses propres au ministère y figurent pour une portion qui n'a varié que depuis 1757 jusqu'en 1777, et cette

variation constamment peu considérable a suivi le cours d'une augmentation lentement progressive jusqu'au point où la somme spéciale des dépenses propres et annuelles du ministère s'est enfin fixée, en 1777, à celle de 4,500,000 fr. De cette date à celle de 1789, elle a été invariable, et cette uniformité, pour qui a quelque connaissance des usages et des moeurs de ce ministère, est une indication certaine de l'esprit de justice, de modération et de sagesse, qui distingua toujours les ministres que nos rois honorèrent de leur choix pour en diriger l'administration, et du caractère des hommes recommandables qui eurent l'honneur de servir le roi sous leurs ordres.

Le surplus des dépenses comprises dans les sommes annuelles de la série se rapporte à divers acquits dont le ministère était chargé, et qui tenaient à des intérêts étrangers à son service, tels que le mariage des princes et l'entretien des prisonniers en pays ennemi, ou à des obligations politiques contractées dans des vues utiles et légitimes, tels que des subsides à des souverains et à des états étrangers. Je n'ai pas compris dans la série les années 1757 et 1758. Leur budget annuel se monte à plus de 57,000,000 liv., et la cause de cette surcharge provient des subsides et de l'entretien de troupes palatines, bava-

roises et wûrtembergeoises, qui furent à la charge de la France et dont l'administration ne pouvait être convenablement confiée qu'au ministère des affaires étrangères. J'ai supprimé dans la série, aux années correspondantes, les 43,000,000 liv. que la guerre coûta à la France, et dont 34,000,000 liv. furent prêtées dans la période de 1778 à 1783, et 9,000,000 liv. payées à titre de subsides.

Cependant, de la somme de 4,500,000 liv., somme fixe des dépenses du ministère dans une ancienne période de douze années, à celle de 7,815,000 francs qu'on voit figurer dans le budget que le ministère a présenté pour l'année 1825, il y a une différence de 3,315,000 fr. qui sourira aux promoteurs d'économie, et où il est à présumer qu'ils croiront trouver des raisons plausibles d'accuser d'exagération les dépenses du temps présent. Cette induction ne sera pas plus fondée que celle que je viens de combattre.

Il faut d'abord déduire de cette différence celle de la dépense des consulats, qui, dans l'ancienne période, étaient dépendants du ministère de la marine: cette dépense s'élève à la somme de 2,000,000 fr., et diminue d'autant celle de la différence, qui se trouve ainsi réduite à 1,315,000 fr.

Pour se rendre raison de cette différence, il faut observer qu'il y a des dépenses ministérielles dont la fixation peut, à quelques égards, dépendre de la volonté des gouvernements; qu'il y en a d'autres où cette volonté est embarrassée par des circonstances qui lui imposent des entraves souvent irrésistibles, et qu'il y en a enfin dont la mesure tient à des causes que nulle volonté ne peut maîtriser.

Dans la première classe je ne trouve que trois sortes d'allocations: 1° Les *présents diplomatiques*, 2° les *traitements du service intérieur* et du *service extérieur*, 3° les *dépenses secrètes*.

Dans la seconde classe sont les frais d'établissement et les missions extraordinaires; et enfin dans la troisième se trouvent les frais de service des légations, des consulats et des courriers. Il est évident que la censure qui peut résulter des rapprochements ne saurait porter que sur les dépenses de la première classe.

En effet, les frais d'établissement ne peuvent avoir de mesure positive et constante. Un établissement plus ou moins dispendieux se règle par des circonstances relatives à de nouveaux rapports entre les cabinets ou au caractère des princes et à celui de leurs ministres, ou à des

exigences accidentelles qu'il serait difficile de définir. Dans la période ancienne, plus de durée dans les emplois et l'état de fortune des personnes choisies pour les remplir rendaient ce genre de secours moins onéreux pour le ministère. Le budget de 1825 en porte la somme à 380,000 francs. Elle était peu considérable dans les anciens états de dépenses ; mais la différence des temps et la variabilité des conjonctures suffisent pour rendre raison de cette surcharge inévitable.

Il en est ainsi des missions extraordinaires ; elles ont généralement pour objet les mariages des princes, la naissance des héritiers présomptifs, les nouveaux événements, les réunions extraordinaires des souverains et des ministres ; et c'est à cette dernière cause que doit principalement se rapporter aujourd'hui la différence. Cette dépense est imprévue autant qu'inévitable, et on n'en peut pas plus, aux deux époques, comparer la charge que les causes, les objets et les résultats ; elle ne se voit inscrite dans aucun des états de l'ancienne période, et on la trouve dans tous les budgets de la nouvelle : elle est portée pour 300,000 francs dans le budget de 1825. Les changements survenus dans la politique générale et dans les procédés de la diplo-

matie expliquent et justifient suffisamment ce surcroît de dépenses.

Les dépenses de la troisième classe sont celles qui se font pour payer les consommations , le matériel du service des légations et du ministère. Leur mesure dépend du prix de toutes les choses véniales , et il n'est pas besoin d'en expliquer la' différence Elles se composent , dans le budget de 1825 , de 150,000 francs pour le servir intérieur , de 1,190,000 francs pour le service extérieur , en y comprenant les frais des courriers ; total , 1,340,000 fr. Et en prenant au hasard une année dans la période ancienne , elle ne s'élève , en 1789 , pour le service intérieur , qu'à la somme de 104,000 fr. , à 97,000 liv. pour les frais de courses , et à 448,182 liv. pour les dépenses des légations ; total , 689,189 liv. Ce surcroît doit être imputé à la différence des temps. Je ne choisis pas parmi les différences du prix des choses véniales aux deux époques. Je prends le premier exemple qui se présente à mon esprit.

Sous le règne de Louis xvi , quatre - vingt - trois portraits du roi ont été donnés en présent ou placés dans les hôtels des légations. Il y en a de trois prix , qui étaient alors fixés et convenus comme ils le sont aujourd'hui , mais à un taux

très différent. Ces quatre-vingt-trois portraits ont coûté 180,000 liv. ; ils coûteraient aujourd'hui 309,000 fr.

Mais, comme je l'ai dit plus haut, une seule chose dans cette discussion importe à la justification de l'administration actuelle, c'est le résultat de la comparaison des dépenses dont la mesure peut, à quelque égard, dépendre de la volonté des gouvernements, et ces dépenses sont celles de la première classe, c'est-à-dire les présents, les traitements du service intérieur, et les dépenses secrètes. Je vais les passer successivement en revue.

1° Les présents diplomatiques se règlent par la réciprocité, et l'initiative en appartient tantôt au ministère du roi, tantôt aux ministères étrangers. S'il pouvait y avoir sujet de blâme sous ce rapport, il est évident qu'il n'y aurait lieu à réduction que pour moitié de la dépense qu'on jugerait avoir excédé une mesure économiquement déterminée. Mais on n'a pas besoin de recourir sur ce point à aucune apologie. Cette dépense est portée dans le budget de 1825 pour 200,000 francs, et voici quelles ont été les sommes allouées pour cet objet dans une série de douze années qui ont précédé 1789 :

— 49,000 liv. 149,000. 93,000. 48,000. 398,000.  
499,000. 197,008. 281,000. 172,000 et 175,000 livres.

La moyenne de ces annuités diverses est de 226,000 liv. et excède de 26,000 liv. la somme portée dans le budget de 1825.

2<sup>e</sup> Les traitements du service extérieur pour les agences politiques sont portés dans le budget de 1825 à 2,483,000 fr. Quant aux années antérieures à 1788, en voici la dépense générale et consécutive à partir de l'année 1772. Il n'y a qu'à inscrire au-dessus de la série des sommes celle des années correspondantes depuis 1772 jusqu'en 1786.

1772.	—	2,865,000	liv.	2,675,000.	2,815,000.
3,079,000.		2,824,000.		2,716,000.	2,696,000.
2,965,000.		2,630,000.		2,742,000.	2,890,000.
3,518,000.		3,041,000.		2,998,000.	— 1786,
• 3,536,000	liv.				

Il résulte de cette comparaison que dans une série de quinze années antérieures à la révolution il n'y en a pas une seule où la dépense du service extérieur du ministère n'ait été de beaucoup supérieure à celle du temps présent. Et ici se présentent les considérations que j'ai déjà exposées sur l'augmentation du nombre des grandes légations et sur celle du nombre des personnes qui composent aujourd'hui les agences politiques. La première de ces augmentations est terminée par des causes tout-à-fait indépen-

dantes de la volonté du gouvernement ; quant à la seconde , il est aisé de la justifier par une foule de considérations fondées sur des communications plus fréquentes , des intérêts plus menacés , des rapports plus incertains entre les puissances , d'où plus de sujets de vigilance et matière à plus de travaux. Il convient aussi de remarquer qu'une guerre de vingt - cinq ans a remué les entrailles de toutes les institutions sociales , industrielles et politiques , de toutes les associations humaines ; qu'elle a porté le trouble dans tous les états ; qu'ayant partout passagèrement établi la domination française , elle y a créé pour une foule de Français des intérêts nouveaux , des intérêts contestés , des intérêts méconnus , et que la charge de les discuter et de les défendre a dû considérablement étendre et compliquer le travail des légations : il est donc devenu nécessaire de donner à nos agents au dehors un plus grand nombre de collaborateurs subordonnés pour l'acquit de cette pénible et toute nouvelle partie des obligations de leurs places.

Rien ne me semble plus propre à justifier cette dernière observation que la comparaison de deux faits bien constants , et qui dans la discussion actuelle sont de la plus grande importance. Avant la révolution , la correspondance relative

à la protection que les agences françaises sont chargées d'accorder aux sujets du roi établis passagèrement ou avec durée dans les pays étrangers , pour le maintien de leurs droits et la défense de leurs intérêts , ne se composait pas de plus de trois à quatre cents dossiers par années. Aujourd'hui une division spéciale du ministère ( les chancelleries ) est chargée de cette correspondance. Les discussions auxquelles elle donne lieu exigent , de la part des agents qui en font l'objet de leur travail journalier , des connaissances étendues sur le droit politique , sur le droit civil , sur le droit commercial , et sur les moeurs , les lois et les usages des divers pays où les droits et les intérêts des Français sont en litige. La moyenne des dossiers que cette division forme annuellement est de 7 à 8,000. Les grands changements opérés dans l'organisation sociale et industrielle de toutes les nations par la terrible révolution que la France a eue à subir , et par la longue guerre qu'elle a produite , rendent parfaitement raison de ce surcroît dans le nombre des agents du service intérieur et du service extérieur du ministère , et de l'augmentation nécessaire de ses dépenses.

Je viens aux traitements du service intérieur. Leurs somme s'élève pour l'année 1825 à 700,000

fr., dont il faut déduire celle de 70,000 fr. pour la division des consulats, qui ne peut entrer en comparaison avec les états anciens, dont elle ne faisait pas partie. Il restera pour cette dépense 630,000 fr. Je m'épargnerai ici l'appareil d'une longue série qui n'est au fond que le luxe d'une justification surabondante, et je présente pour les années 1787, 1788 et 1789, les sommes de 762,000 liv., 728,000 liv., 705,500 liv. La différence en réduction est à l'avantage de la dépense actuelle pour une somme, il est vrai, peu considérable. Mais de combien la valeur financière et morale de cette économie ne se relève-t-elle pas par la considération de l'augmentation progressive du prix de toutes les choses vénales dans une série de trente-cinq ans, et par l'augmentation plus considérable encore des dépenses.

Je n'ajouterai à cette énumération que le rapprochement comparatif de quelques dépenses de détails. Avant la révolution il n'y avait point de divisions politiques. Le service était partagé entre deux bureaux. Le premier coûtait, en 1789, 92,000 liv. ; la première division coûtait aujourd'hui 53,900 fr. Le second bureau coûtait 60,400 fr. ; la deuxième division coûtait aujourd'hui 50,900 fr. Le premier bureau était composé de quatorze personnes ; la première di-

vision n'en compte aujourd'hui que huit. Le second bureau était composé de neuf personnes ; la seconde division en compte également aujourd'hui neuf. Le chef du premier bureau recevait un traitement ordinaire de 32,000 fr. , qui, par des allocations particulières, s'élevait à 40,000 fr.. Le traitement du chef du second bureau était 24,000 fr., qu'on élevait par les mêmes moyens à 30,000 fr. Les chefs de division actuels reçoivent 18,000 fr., qui subissent une réduction du vingtième pour la caisse des retenues. Il y avait alors des commis qui recevaient 11,000 f. Les traitements secondaires les plus élevés sont aujourd'hui de 9,000 fr., avec retenue de 5 pour 100. Les publicistes étaient appointés de 11 à 14,000 fr. ; ils le sont aujourd'hui de 8,000. Il n'y avait pas alors un traitement inférieur à 3,500 fr. ; aujourd'hui il y en de 1,800 fr. Et enfin la dépense totale des traitements personnels du service propre des bureaux était, en 1789, de 585,300 liv. ; elle est aujourd'hui de 500,000 fr.

Il me reste à comparer les dépenses secrètes des deux périodes. Cette dépense, dans le budget de 1825 , se monte à 700,000 francs. Je dois avouer qu'elle n'est pas portée dans les états patents de l'ancienne période pour une somme

aussi élevée ; mais il existe une foule de pièces de comptabilité isolées sur lesquelles il est impossible d'établir, pour aucune année, une liquidation complète et qui toutes servent à constater que cette dépense excédaient de beaucoup la somme inscrite dans les états patents. On voit des états de recettes de 5, de 8, et même de 14 cent mille livres pour une seule année, et on perd la trace des dépenses correspondantes. Cette comptabilité a toujours été couverte d'un voile qui ne laisse trouver aucun moyen certain de comparaison entre la dépense d'un temps et celle d'un autre. Ce qui me paraît toutefois constant, c'est que le fonds des dépenses secrètes, au moins dans les 4 ou 5 années qui ont précédé la révolution, a été beaucoup plus considérable qu'il ne l'est depuis la restauration.

Il y aurait un objet de comparaison plus plausible à indiquer : ce serait celui de cette même dépense en Angleterre. Celle de ce service y a été réglée par une loi de 1782, qui porte le nom *Burkes'bill*, et qui la fixe au minimum de 1,800,000 fr., et il y a eu des époques où elle s'est élevée jusqu'à la somme de 300,000 liv. sterling ( 7,500,000 fr. ). Je suis cependant fort éloigné de vouloir tirer avantage d'une telle différence. Je dirai ici accessoirement qu'en An-

gleterre la dépense du ministère des affaires étrangères tire ses fonds de trois caisses : la 1<sup>re</sup> est celle de la liste civile, qui paie les traitements et les pensions des agents politiques et consulaires employés au dehors ; la 2<sup>e</sup> porte le nom de *Fee-fund*, et forme ses recettes des droits payés sur les nominations, sur les passe-ports, et sur les gazettes de la cour ; la 3<sup>e</sup> est le trésor.

La dépense du service intérieur du ministère des affaires étrangères, en Angleterre, en 1820, a été de 557,496 fr.

La caisse *Fee-fund* n'en a fourni que le tiers ; les deux autres tiers ont été payés par le trésor. Quant à la comparaison des détails, j'observe que le traitement du ministre n'est que de 150,000 f., mais celui du sous-secrétaire d'état est de 72,000 fr. ; des deux premiers commis, le 1<sup>er</sup> reçoit 50,000 fr., et le 2<sup>o</sup> 36,000. Il n'y a pas de traitements au-dessous de 5,000 fr.

Je dois l'avouer, ce genre de comparaison sort des bornes comme de l'esprit du sujet de ce travail, tels qu'ils sont déterminés par son titre. Mais comme il n'est pas sans intérêt de placer en regard la dépense du même ministère, à peu près au même temps, dans deux pays voisins, ne fût-ce que pour mettre les arbitres de la controverse en mesure de mieux apprécier comparativement

le principe moral du système financier de l'administration française , j'exposerai à la fin de cet écrit un tableau exact , complet et détaillé, de la dépense des affaires étrangères de l'Angleterre pour l'année 1826.

Voilà tout ce que j'ai pu recueillir de renseignements de faits sur les dépenses des deux périodes. Il est évident que toutes les sommes de traitements ont subi une réduction , et il ne l'est pas moins que, lors même qu'elles n'auraient pas été diminuées, le renchérissement progressif d'un grand nombre d'objets de consommation dans la période de près d'un demi-siècle a dû apporter un changement considérable dans l'existence des personnes employées à ce genre de service. Peut-on dire qu'il ait perdu de son importance , ou que les devoirs en soient devenus plus faciles à remplir? Je ne pense pas que cette idée se présente à l'esprit de personne. Y a-t-il utilité ou convenance à rabaisser la condition sociale des hommes à qui le gouvernement donne une part importante de coopération dans la charge de maintenir et de défendre ses droits politiques ? N'y a-t-il aucune inconvenance , aucune injustice, et, je dirai plus, aucun danger, à les placer dans une condition inférieure à celle qui leur était autrefois assignée ? Et se flatterait-on , par

une telle règle d'appréciation , d'obtenir plus de zèle , des travaux mieux faits , un service plus sûr ? Je laisse aux contradicteurs de la comptabilité des recettes et des dépenses du ministère le soin de répondre à ces questions .

Quant à moi , dans un but purement théorique , j'ai trouvé quelque plaisir à placer ici quelques rapprochements qui , je crois , termineront convenablement ce travail .

Le noble rapporteur de la chambre des pairs , ayant établi dans son rapport que la dépense du ministère des affaires étrangères sous le règne de Louis XIV avait été dans une série de quatorze années une moyenne de 510,000 liv. , j'avoue qu'adoptant d'abord de pure confiance cette énonciation , je m'étais seulement occupé de rechercher si je ne pourrais pas trouver dans la comparaison des dépenses et dans celle des existences sociales des deux époques la justification de la dépense actuelle .

Le rapport n'ayant pas indiqué avec précision la date de la période sur laquelle il a formé sa moyenne , j'ai d'abord pensé qu'il pouvait m'être permis d'établir , pour la facilité du calcul , la moyenne du marc d'argent à l'époque des quatorze années sur le taux de 27 , ce qui me donnerait 1,100,000 francs pour la détermi-

nation de la dépense du ministère à cette époque dans l'évaluation comparative du prix de l'argent à l'époque actuelle.

Il resterait donc à expliquer comment les dépenses du ministère auraient pu s'élever à une somme sextuple dans un intervalle de près d'un siècle et demi, sans que les administrateurs du temps présent pussent être taxés de défaut d'économie. Or je pense qu'il ne serait pas impossible de fonder sur la comparaison des moeurs, des usages et des nécessités sociales, du prix des consommations et de la valeur des produits aux deux époques, une justification qui tout au moins serait extrêmement plausible. Mais cet objet étant, par son peu d'utilité pratique, absolument étranger au but que je me suis d'abord proposé dans ce travail, je le traiterai à part dans un appendice, qui sera plutôt un chapitre détaché d'un ouvrage d'économie politique que la suite d'un mémoire d'administration, et il restera annexé à ce mémoire, dont les lecteurs officiels se trouveront prévenus d'avance qu'il n'y a pour eux aucun inconvénient à se dispenser de le lire.

Je crois cependant qu'il sera utile à mon but de terminer cette partie de mon travail par la citation d'une lettre de madame de Maintenon,

où je prie qu'on veuille bien remarquer non seulement les objets de dépenses de ce temps et leur prix , mais encore l'état des mœurs et les usages qui déterminaient dans les classes élevées la mesure des dépenses qu'on regardait comme nécessaires , et de celles dont on pouvait s'abstenir : car, en comparant l'existence sociale de ces classes aux deux époques , cet aspect de chacun des deux termes de la comparaison ne doit pas être perdu de vue , le résultat de leurs différences devant être d'une plus grande importance encore pour la solution de la question discutée que celui de la différence des prix.

« Vous croyez bien que je connais Paris  
 « mieux que vous. . . . Voici , ma soeur , un  
 « projet de dépenses que j'exécuterais si j'étais  
 « hors de la cour. Vous êtes douze personnes :  
 « monsieur , madame , trois femmes , quatre  
 « laquais , deux cochers , un valet de chambre :

15 liv. de viande à 5 s. la liv. 3 l. 15 s.

2 pièces de rôti ,	2	10
Du pain ,	1	10
Du vin ,	2	10
Le bois ,	2	10
Le fruit ,	2	10
La bougie ,	»	10
La chandelle ,	»	8

16 l. 13 s.

« Je compte 4 s. le vin pour vos quatre la-  
 « quais et vos deux cochers : c'est ce que madame  
 « de Montespan donne aux siens. Si vous aviez  
 « du vin en cave, il ne vous coûterait que 3 s. J'en  
 « mets 6 pour votre valet de chambre, et 20 pour  
 « vous deux, qui n'en buvez pas pour 3. Je  
 « mets une livre de chandelle par jour, quoi-  
 « qu'il n'en faille qu'une demi-livre. Je mets 10 s.  
 « en bougie; il y en a six à la livre, qui coûtent  
 « 1 liv. 10 s., et qui dure trois jours.

« Je mets 2 liv. de bois ; cependant vous n'en  
 « brûlez que trois mois de l'année, et il ne  
 « faut que deux feux.

« Je mets 1 liv. pour le fruit. Le sucre ne  
 « coûte que 11 s. la livre, et il n'en faut qu'un  
 « quartier pour une compôte.

« Je mets deux pièces de rôti ; on en épargne  
 « une quand monsieur ou madame dîne en ville.  
 « Mais aussi j'ai oublié une volaille bouillie pour  
 « le potage. Nous entendons le ménage. Vous  
 « pouvez bien, sans passer 15 liv., avoir une en-  
 « trée tantôt de saucisses, tantôt de langues de  
 « mouton ou de fraise de veau, le gigot bour-  
 « geois, la pyramide éternelle, et la compote,  
 « que vous aimez tant.

« Cela posé, ce que j'apprends à la cour, vo-  
 « tre dépense, ma chère enfant, ne doit pas

« passer 100 liv. par semaine. C'est 400 liv.  
 « par mois. Afin que les bagatelles que j'ai ou-  
 « bliées ne s'en plaignent pas, 4liv. par mois  
 « font,

Pour votre dépense de bouche ,	6000 liv.
Pour vos habits ,	1000
Pour loyer de maison ,	1000
Pour gages et habits des gens ,	1000
Pour les habits, l'opéra et les magnificences de monsieur ,	<u>3000</u>
	12,000 l.

( Paris, 1678 , *Lettres de mad. de Maintenon*, t. 1<sup>er</sup>. )

Les principes qui seront établis dans l'appendice , et les faits que j'exposerai à leur suite , serviront à bien faire connaître le résultat d'application qu'on pourra retirer de l'exemple que j'ai cru devoir présenter dans cette citation.



---

## APPENDICE

### DE LA COMPARAISON DES DÉPENSES A DES ÉPOQUES DIFFÉRENTES.

Plerumque mutatis rebus ea mutata videntur  
quæ manent. PLIN., lib. 8.

---

Quelle est la mesure de la progression des dépenses en prenant pour les deux extrêmes de la comparaison le règne de Louis XIV et le temps présent? et quelle est l'influence que cette progression a dû avoir sur l'existence sociale des diverses classes de la société? telles sont les deux questions qui sont à discuter.

La solution désirée serait une tâche bien difficile et probablement impossible à remplir, si elle comprenait la durée entière de ce long et mémorable règne, et qu'on eût à exprimer nominativement la généralité de toutes les dépenses : car ici on ne peut procéder que par des

exemples , et les solutions partielles ne pouvant s'appliquer que dans une mesure bornée et seulement à la nature des dépenses prises dans les exemples comparés , il faudrait donc , pour arriver à un résultat général , soumettre à une liquidation uniforme toutes les dépenses du règne , sans exception de mesure et de date ; et dans un système de comptabilité aussi imparfait que celui qui a existé en France avant le milieu du dernier siècle , un tel travail serait d'une exécution impossible ; autant vaudrait entreprendre de débrouiller le chaos. Il faut sur ce point borner ses vues à des résultats approximatifs , et chercher des généralités , même incomplètes , par la voie des inductions , et en se contentant pour les unes et pour les autres de tout ce qui peut leur donner le plus haut caractère de vraisemblance , et les présenter sous le jour le plus plausible. On se fatiguerait vainement à multiplier les exemples : puisqu'on ne peut pas les rassembler tous , il faut donc choisir ceux qui renferment un plus grand nombre et une plus grande diversité de dépenses. Il y en a d'ailleurs de fort diverses dans leur objet , et qui se rapprochent souvent par de grands rapports d'analogie. Souvent ces rapports sont tels , que l'application du résultat de la comparaison de l'une de

ces dépenses peut devenir commune à toutes les autres , et c'est sur des données de ce genre que je vais procéder.

Je prendrai des exemples qui renferment tant et de si diverses dépenses , que j'espère pouvoir déduire , sans témérité , de leur rapprochement avec des exemples analogues pris dans l'état présent., des résultats qui ne seront pas fort éloignés d'avoir en même temps le caractère d'exactitude , ou du moins d'extrême vraisemblance et de généralité , que je recherche.

Ces ~~exemples~~ sont ceux des grands monuments qui ont jeté un si grand lustre sur le règne de Louis XIV , et qui signaleront dans la postérité la plus reculée la munificence de ce prince. Tous les arts mécaniques , tous les arts libéraux , tous les moyens que l'industrie , que l'esprit d'association , que le crédit peuvent réunir , pour conduire à leur terme d'immenses et dispendieuses entreprises , furent mis en œuvre avec une suite , une persévérance et un ordre admirables ; et on connaît dans le plus grand détail le temps qui fut employé , la progression et la somme des travaux ainsi que la progression et la somme finale des dépenses.

Tout ce qui se rapporte au prix des matériaux de tout genre , depuis le sable dont se for-

me le ciment jusqu'au marbre extrait des riches mines d'Italie , jusqu'à l'or qui entre dans la formation des ornements des palais et des vases sacrés des temples , jusqu'aux pierres précieuses qui servent à la décoration des insignes de la royauté ; tout ce qui se rapporte au prix de travaux, depuis le simple labeur du manœuvre qui transporte la charge de mortier du lieu où il se pétrit à celui où il sert à l'assemblage des pierres , jusqu'au travail , fruit de longues et pénibles habitudes , qui forme de riches tissus ou qui produit des ouvrages de marqueterie , des décors , etc., d'un fini précieux , doit se trouver comme éléments de calcul dans l'évaluation générale des dépenses.

Et en même temps , dans cette évaluation , on peut , par une combinaison soigneusement faite de la méthode analytique et de la méthode synthétique , espérer de trouver des moyens plausibles de faire , sous le rapport économique , l'appréciation du gain journalier et du gain annuel , c'est-à-dire de la recette et de la dépense de toutes les classes des agents du travail qui ont coopéré à la formation de ces monuments , depuis celles des simples ouvriers jusqu'à celles des entrepreneurs des travaux de serrurerie , de charpente , de menuiserie et d'orfévrerie , jusqu'à celles

des grands artistes dont les ouvrages ont servi à la décoration intérieure et à l'embellissement des dehors et de l'intérieur des monuments, jusqu'à celles enfin des capitalistes qui ont fait, en temps opportun, les avances et les distributions journalières de l'argent destiné au paiement de tous les travaux et à l'acquit de tous les salaires.

La formation de ces monuments a fait vivre la nombreuse population des classes qui ne cherchent et ne trouvent que leur subsistance dans l'emploi de leur temps ; et dans les classes plus élevées de l'industrie, elle a enrichi les hommes qui cherchent et trouvent les moyens de fonder une grande fortune sur un heureux usage de leurs talents ; et comme, dans le siècle où ces monuments furent formés, parmi les hommes de cette dernière classe, il y en eut qui, par leur caractère et par leurs mœurs, réussirent à franchir les distances que le rang, la naissance et même le pouvoir, avaient mises entre eux et la classe la plus éminente de la société, et que l'on vit, par exemple, un peintre tel que Mignard, et un capitaliste tel que Samuel Bernard, s'allier aux premières familles de l'état et rivaliser de dépenses avec les plus opulentes de la cour, je crois qu'on peut dire sans paradoxe que dans toutes

les colonnes de chiffres des états de dépenses de la construction d'un grand monument on doit trouver les éléments d'un calcul qui , en s'appliquant à l'appréciation des dépenses de chaque famille , pourra servir à former l'échelle graduée de toutes les existences sociales du temps , considérées sous le rapport des dépenses qui subvenaient alors à leur entretien.

De là , en se reportant au second terme de la comparaison , on peut rechercher quelle serait la dépense que coûterait un tel monument , s'il n'avait pas été construit et que l'on fit aujourd'hui l'entreprise de le construire ; ou , en d'autres termes , quelle est maintenant la valeur de ce monument , en appréciant cette valeur par le prix que coûteraient , au temps présent , les matériaux à employer , les salaires des ouvriers à payer , les chefs-d'œuvre de tous les arts mécaniques et libéraux à acheter , et le bénéfice des entrepreneurs de toutes les sortes d'ouvrages dont l'ensemble devrait concourir à l'exécution de l'entreprise ; ou encore , que vaut tel monument contemporain qui vient d'être terminé , et quel est le rapport de sa valeur comparative avec celle d'un monument analogue construit sous le règne de Louis XIV. N'est-il pas évident que ces différences nous mettraient sur la voie de con-

naître celle des salaires, des bénéfices, du revenu, et enfin de l'existence sociale des classes d'ouvriers, d'artisans, des grands artistes et des capitalistes opulents qui, aux deux époques, ont concouru ou concourent à l'érection de ces monuments, et qu'ainsi, nous serions, par des moyens simples et faciles, parvenus à trouver la solution du problème d'économie politique que je me suis proposé de résoudre.

J'avoue que les connaissances pratiques me manquent pour bien apprécier tous les éléments de cette dernière partie de la discussion. Je ne suis ni entrepreneur ni architecte, et je ne puis guère fonder sur ce point mes opinions que sur des évaluations hasardées ; mais on retranchera ce qu'on voudra des résultats, et je suis assuré qu'à quelque point qu'on les réduise, il restera toujours entre les deux termes de la comparaison une distance telle, qu'elle suffira, je l'espère, pour donner au noble auteur du rapport à la chambre des pairs un juste et sincère regret, d'avoir mis en avant, d'une manière aussi positive, une évaluation qui ne peut être fondée sur aucun document authentique, et surtout d'en avoir tiré les motifs de la censure hasardée qu'il s'est cru autorisé à en déduire.

Telle est la diversité des impressions que fait

sur des esprits d'une trempe différente la vue du même objet. En passant devant un édifice imposant, et, par exemple, devant l'hôtel des Invalides, tel homme ne jugera pas devoir s'arrêter un instant pour le considérer, tel autre sera frappé de l'aspect qu'il présente ; à la première vue, il rendra hommage au talent de l'architecte qui en a conçu le plan et à la munificence du gouvernement qui l'a fait exécuter. Un autre observateur s'arrêtera sur cette dernière idée ; il voudra connaître l'ensemble de l'édifice, et, à mesure qu'il en observera les détails, sa destination, l'objet moral, politique, le grand but d'édilité quel l'auguste fondateur a eu en vue, frapperont de plus en plus son esprit; son imagination s'exaltera aux idées d'honneur, de dévouement, de gloire, de nobles sacrifices faits à la patrie, de nobles récompenses accordées au courage de ceux qui ont succombé, de ceux qui ont survécu. Ce magnifique édifice sera bien plus à ses yeux qu'un simple ouvrage de l'art et de la réunion de tous les arts : il aura vu l'immortel trophée des mémorables victoires d'un glorieux règne, et à ses yeux cet admirable monument déposera à jamais du caractère d'un grand souverain et de celui d'un grand peuple.

En rentrant chez lui, de nouvelles idées au-

ront fait de nouvelles impressions sur son esprit. Ce monument n'est pas le seul qui signale et constate les idées et les impressions dominantes de ce temps. La France entière en est couverte ; dans toutes les villes principales , des places, des édifices , des temples , des hôpitaux , attestent que le souverain qui a fait construire Versailles, St-Germain , le Louvre , l'Observatoire, la porte St-Denis , etc. , porta sa sollicitude et ses vues de magnificence sur l'étendue entière de ses états. Des routes nouvelles tracées sur des dimensions d'une grandeur jusque alors inconnue , des canaux devant servir à mettre en communication les provinces les plus éloignées , des places fortes destinées à former une enceinte défensive autour de son royaume , furent le fruit de ses nobles vues. Comment se fait-il qu'aucun monument semblable ne date d'une époque antérieure à ce règne , et comment , dans la période de cent dix ans qui a suivi l'érection de tous ces monuments jusqu'au commencement du siècle où nous vivons , ne voyons-nous s'élever qu'à de grandes distances de temps quelques monuments dont aucun n'égale en grandeur , en beauté et en richesse , ceux de ce grand et somptueux règne ?

Le caractère d'un prince ne suffit pas ici pour

rendre raison de ces différences, quelque honnêtes qu'elles soient pour sa renommée. De grandes, d'énormes dépenses, furent faites pour exécuter de telles entreprises : de quelles sources parvint-on à se procurer les moyens d'y subvenir ?

Avant Louis XIV, il n'y avait point en France de règle fixe et générale d'administration. Des hommes d'état tels que Louis XI, d'Amboise, Lhôpital, Henri IV, avaient établi quelques principes ; leurs successeurs ne surent ou ne purent pas suivre la route qu'ils avaient tracée. Le génie de Richelieu eut tant d'obstacles à vaincre et tant de périls à prévenir, que sa vie fut tout entière occupée à se préserver et à sauver la monarchie des factions du dedans et des ennemis du dehors. Le cardinal Mazarin n'avait d'autres idées de gouvernement que celles qui se rapportent aux manœuvres, aux subtilités, aux intrigues de la politique intérieure et aux combinai-sons de la politique extérieure. À sa mort, le pouvoir royal, dont il disposait sans contrôle, ne trouvait plus d'obstacles nulle part ; l'esprit de faction était dompté sans retour, et le traité de Westphalie avait déterminé le haut rang que la France devait occuper pour toujours dans la hiérarchie des puissances : voilà les titres de

gloire de Mazarin. Mais il laissa l'état obéré, sans revenus, sans finances, sans administration ; des emprunts contractés à 20, 30, 40 pour cent , avaient fait des impositions établies la proie des traitants ; les recettes de plusieurs années leur appartenaient par anticipation.

Mais l'époque de la mort de ce ministre fut celle de l'éveil du jeune roi. Il était né avec un esprit d'ordre et de prévoyance qui lui fit apercevoir , comme par instinct , la cause du mal et le principe du remède. En prenant les rênes du gouvernement , Louis XIV se fit *administrateur*, et cette qualification , que l'ignorance cherche aujourd'hui à déprimer , fut alors la première cause de sa puissance et sera toujours le premier titre de sa gloire. Il appela auprès de lui les hommes les plus capables d'établir dans toutes les branches de l'administration des règles appropriées à leur objet , aux besoins du temps , aux circonstances ; de grands règlements d'administration publique furent conçus , mûris , sanctionnés , exécutés. La propriété , toutes les propriétés , toutes les industries , répondirent à cet appel ; partout des agences administratives régulièrement , libéralement organisées , vinrent s'interposer entre le pouvoir et les intérêts privés ; dans toutes les parties du royaume ces

agences , par l'établissement et le maintien de l'ordre public , par une justice impartialement rendue à tous , par la conciliation de tous les droits et de tous les intérêts , et enfin par une protection généreuse , impartiale et éclairée , mirent le gouvernement du roi en mesure et en droit de recueillir le prix des rétributions que des règles de perception justes et modérées l'autorisaient à recevoir au profit de l'état , de toutes les branches de l'industrie ; et le résultat de cette grande régénération fut que la France , qu'on avait vue , pendant toute la durée du gouvernement de Mazarin , gémir sous le poids d'un système d'exaction qui ne faisait qu'aggraver de plus en plus la détresse de l'état et la misère des peuples , devint en peu d'années la plus opulente nation de la chrétienté , et que ce même monarque qui , avant l'époque de son règne effectif , n'avait pas de quoi fournir à sa dépense personnelle , et se voyait souvent obligé d'aller dîner chez son ministre , faute de pouvoir subvenir à l'entretien de sa maison , devint enfin , par l'heureux emploi qu'il sut faire de son autorité ainsi que de son caractère , le plus puissant , le plus riche et le plus magnifique souverain de son temps.

C'est ainsi que s'explique l'érection des magnifiques monuments de ce règne.

Si les règnes antérieurs ne l'ont pas précédé en ce point , c'est que les lumières manquèrent aux princes pour se faire des idées plus justes de la manière d'administrer les affaires d'un grand état , ou que l'imperfection de l'état social ne leur donna pas les moyens de réaliser les vues que leur sagesse aurait pu leur faire concevoir. Les guerres malheureuses qui ont terminé ce règne , les troubles de la régence , les désordres de mœurs qui ont suivi cette désastreuse époque , l'influence de cette fatale immoralité sur les opinions de toutes les classes , l'altération des principes monarchiques , l'autorité royale d'abord travestie en pouvoir ministériel , ensuite mal servie par l'assistance impuissante et trop méconnue des conseils , et enfin presque habilement entravée par les résistances parlementaires , rendent suffisamment raison et de la décadence du goût , et de l'insuffisance des moyens , et de la pauvreté du trésor , et des souffrances du peuple. Et c'est ainsi que s'explique la différence qu'on remarque du grand nombre et du grand caractère des monuments du règne de Louis XIV à la rareté et à l'infériorité des monuments des règnes qui le précédèrent et de ceux qui l'ont suivi.

Mais je me suis fort éloigné du premier objet

que j'avais en vue en commençant ce travail. Je n'en ai aucun regret, car je me trouve satisfait toutes les fois que l'occasion se présente à moi de rendre un hommage de respect et de gratitude à la mémoire du grand roi. Mais je reviens à mon sujet, et je vais chercher si je peux apprécier, au moins approximativement, la dépense comparative des monuments du règne de Louis XIV et de ceux du temps présent, et trouver dans cette appréciation le moyen de connaître la différence des mêmes existences sociales aux deux époques, sous le rapport de la dépense.

Les Invalides sont un des plus nobles monuments de ce règne. Si on le considère sous le rapport de son objet, je crois qu'on doit convenir que son fondateur, à qui les règnes précédents et ceux des princes ses contemporains n'avaient offert aucun exemple à imiter, peut bien sur ce point revendiquer sur les siècles suivants l'honneur d'avoir le premier conçu et exécuté le plan du plus utile, du plus libéral établissement philanthropique qui ait jamais existé. Sous le rapport de l'exécution, l'édifice est compté parmi les plus somptueux et les plus riches de tous ceux qui contribuèrent à l'embellissement de la capitale du royaume. Les règlements d'administration, qui furent tracés ou inspirés par le roi lui-même,

et qui depuis n'ont éprouvé que peu de changements , sont un modèle d'ordre , de régularité , de prévoyance et de bonté. On les trouve dans la magnifique collection du cabinet du Roi , vol. 12.

C'est sous le rapport de la dépense que j'ai à le considérer. Cet édifice , ou plutôt cette masse d'immenses constructions , se compose de cinq groupes de bâtiments indépendants , de ses deux églises , et chacun de ces groupes considéré isolément , surpassé en volume et en dimension de tous genres celle de tout autre monument pris parmi ceux qui se font le plus remarquer dans la capitale , à la seule exception du palais qui sert aujourd'hui d'habitation à nos rois.

La superficie de la base est de 1900 toises sur une longueur de 130 toises et une largeur de 70 toises ; hors les espaces vides de quatre cours , d'un promenoir et du jardin , les uns et les autres de très peu d'étendue , toute cette surface est surchargée de constructions colossales. Lélévation la plus générale est de près de 15 toises ; celle du portail du temple est de 30 , et celle du dôme de 50 toises.

Les plus solides , les plus durables matériaux , ont été employés à former toutes ces constructions. La partie extérieure est décorée des plus

beaux , des plus précieux ouvrages de sculpture et d'architecture. La peinture a réuni ses chefs-d'œuvre à ces deux arts pour compléter la décoration de toutes les parties intérieures du monument. L'autel et le pavé du temple sont composés des marbres les plus rares , et les trois arts se sont accordés pour relever le prix de la matière par l'éclat des couleurs , le bon goût des rapprochements , le choix et la richesse des formes.

Ce monument a été l'ouvrage de treize ans , dont la suite se trouve comprise entre les années 1670 et 1683. Il paraîtrait , d'après un document original contemporain , et qui porte tous les caractères de l'authenticité , que la dépense , qui s'est faite successivement et régulièrement par annuités inégales , aurait été effectuée dans une autre série d'années , c'est-à-dire entre les années 1679 et 1691. Leur diversité fournira plus tard matière à de curieuses inductions. Quant à la somme totale de cette dépense , elle ne fut que de 1,710,332 liv. La moyenne du marc d'argent , dans le cours de ces quatorze années , a été de 30. Cette somme équivaut à celle de 3,078,597 liv. 60 centimes , valeur d'aujourd'hui.

J'ai montré ce résultat et cette évaluation à

des hommes de l'art : ils ont été confondus de surprise. Je leur ai fait voir le détail de toutes les parties du monument , tel qu'il est exposé graphiquement et historiquement dans le douzième volume de la belle collection du cabinet du Roi, et je leur ai dit : Si cette masse de bâtiments n'existaient encore qu'en projet , et que vous eussiez à en établir la dépense , à quelle somme présumez-vous qu'elle pourrait s'élever ? Le devis , m'ont-ils répondu , serait un immense travail, et la précision y serait impossible. Mais, ai-je ajouté , en considérant la progression des prix pendant le cours d'une période de cent cinquante ans , n'est-il pas vraisemblable que la somme totale de la dépense serait aujourd'hui quatre fois , cinq , six fois plus considérable ? Aucun d'eux ne s'est récrié sur le terme de cette augmentation. La somme de 21,550,183 f. 20 c. serait septuple de celle que l'érection de ce monument a coûté. Cette augmentation , je le demande à tout lecteur capable de faire une réponse , est-elle exagérée ?

Rapprochons de la dépense de ce monument celle des constructions monumentales de notre temps. Quelle est , ai-je demandé à mes précédents interlocuteurs , et quelle sera celle de cet édifice qui est destiné à réunir au

département des finances toutes les administrations dépendant de ce ministère ? Cette construction , m'ont-ils répondu , a coûté jusqu'à ce moment la somme de 5,528,000 fr. Le devis de ce qui reste à faire pour le terminer se monte , d'après les calculs de la prévoyance les plus vraisemblables que l'art puisse fournir , à la somme de 4,000,000. La somme totale sera au moins de 9,528,000 francs. On peut l'élever , sans crainte de surcharge , à 10 millions.

Ajoutons à cette dépense celle de ce monument , un des plus beaux , et même , sous le rapport de l'art , le plus beau de tous ceux qui ont été construits non seulement en France , mais dans l'Europe entière , depuis plus d'un demi-siècle , parce qu'il n'y a d'exagération ni dans la masse de l'ensemble , ni dans la riche variété des détails , et parce qu'il a été conçu sur un plan où l'on a su allier les proportions les plus grandes aux formes les plus simples ; je veux dire la Bourse de commerce. Ce choix heureux a de plus assuré aux fondateurs , pour le terme de sa finale exécution , de fort utiles résultats : c'est que , la construction ayant été moins compliquée , ses progrès et son achèvement en sont devenus en même temps et moins dispendieux et plus faciles. Ils n'auront pas à subir les incon-

vénients et le dommage de cette surcharge de travail et de dépense que les inutiles et minutieux détails de la diversité des ordres et la multiplicité des ornements ont nécessitée dans la construction de l'hôtel des Invalides. La somme de cette dépense a été , jusqu'à ce moment , de 8,600,000 francs ; et il m'a été assuré par des architectes coopérateurs de ce magnifique ouvrage que la somme totale et finale sera de 11,000,000 francs. Je remarque qu'il y a plus de vingt-cinq ans que la première pierre en a été posée. Il y a bientôt vingt-cinq ans que celui qui est destiné à devenir l'hôtel du ministère des finances est commencé , et on ne prévoit point l'époque où la construction arrivera à son dernier terme. Je crois peu hasarder en assurant que sous le règne de Louis XIV on aurait employé moins de temps à le terminer.

Réunissons maintenant la somme de ces deux dépenses; elle est de 21,000,000 francs et se rapproche fort de celle que j'ai posée plus haut comme étant sept fois plus considérable que la dépense effective de la construction de l'hôtel des Invalides. Je le demande , qui osera dire que , si l'on avait aujourd'hui à construire sur le plan de Bruant et de Mansard le monument dont ils ont enrichi la capitale , et s'il fallait employer à

son embellissement le travail de nos architectes , de nos sculpteurs , de nos peintres , que je reconnaiss sans peine égaux au moins en talents aux grands artistes du XVII<sup>e</sup> siècle , et si les matériaux en étaient aussi bien choisis , et si la main d'œuvre pour obtenir la même solidité , le même soin et le même fini , pour exécuter les mêmes ouvrages , n'y était pas plus épargnée , qui osera dire que cette immense entreprise ne coûterait pas autant que celle qui a doté Paris des deux constructions dont je viens d'établir la dépense ?

Je ne veux plus ajouter qu'un seul objet de comparaison . J'ai donné les éléments de l'étendue de la base de construction des Invalides : les dimensions , calculées sur une longueur de 130 et une largeur de 70 toises , donnent une somme de 9,170 toises . La superficie servant de base à l'hôtel du ministère des finances et celle de la Bourse réunies ne forment que les deux tiers de cette étendue .

J'ai parlé plus haut du paiement successif des annuités dont la somme a formé la dépense totale de la construction de l'hôtel des Invalides . Voici quelle a été la série de ces paiements :

1679. — 56,000 liv.

1680. — 80,667            11 s. 6 d.

1681.	—	72,000		
1682.	—	87,000		
1683.	—	81,647	17 s.	3 d.
1684.	—	103,332		
1685.	—	147,573	5	9
1686.	—	176,505	15	
1687.	—	169,460	9	7
1688.	—	186,282	19	
1689.	—	172,706	4	9
1690.	—	143,472	10	10
1691.	—	233,724		

La somme totale , telle qu'elle a été plus haut indiquée , donne 3,088,597 f. 60 cent. , valeur d'aujourd'hui.

J'ai dit que ces annuités pouvaient donner lieu à de curieuses inductions ; en voici le sujet et le but : le fonds sur lequel ces annuités étaient prises était celui-là même qui servait à acquitter la totalité de la dépense du service ordinaire et du service extraordinaire de la guerre ; elles en étaient une aliquote déterminée : en sorte que d'une part cette aliquote nous fait connaître ce que coûtait dans ce temps à l'état l'entretien de ses armées , et de l'autre la différence des annuités acquises à l'établissement de l'hôtel des Invalides nous montre celle des dépenses du ministère de la

guerre en temps de paix et en temps de guerre. Indépendamment de toute idée de comparaison, ces données aujourd'hui ne peuvent pas être sans intérêt.

A cette époque commençait la plus brillante période du règne. La paix de Ryswick venait de faire éclater la générosité de Louis XIV, qui avait triomphé de l'Europe entière, et rendait à ses ennemis vaincus la plus grande partie de ses conquêtes; en même temps les deux plus grands capitaines du temps venaient de terminer leur carrière, l'un, le grand Condé, par sa dernière victoire, et l'autre par une mort encore plus glorieuse que le triomphe qu'il venait d'obtenir. Il est à croire que ce fut cet événement, objet de deuil pour l'armée, pour la France et pour son roi, qui fit concevoir le plan du monument que le monarque résolut d'élever à la bravoure de cette classe d'hommes dont nul prince ne sut mieux que lui apprécier et honorer les services. Dès l'année même qui suivit la paix, il ordonna l'exécution du plan qui lui avait été proposé, et pour qu'aucun événement n'en vint ni arrêter ni ralentir les progrès, il affecta pour la dépense des constructions une retenue de deux deniers pour livre sur les cais-

sés de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres (1).

Par là non seulement le surcroît de dépenses que l'éventualité d'une guerre future pouvait faire prévoir ne devait jamais devenir une cause de ralentissement dans le progrès des constructions, mais ce progrès devait s'accélérer en proportion de l'augmentation de la dépense des deux caisses; et c'est ainsi que, dans la suite des annuités qui viennent d'être indiquées, il y a trois périodes sur lesquelles je crois devoir exposer quelques observations.

(1) J'ai trouvé, depuis, des raisons de croire qu'il y a incertitude sur la véritable mesure de l'aliquote de cette retenue. Il est probable qu'elle a varié de 2 à 4, et j'admettrai volontiers que la moyenne a été de 3. Je ne change cependant rien aux raisonnements et aux calculs dans lesquels je fais entrer cette aliquote de 2. Il suffira de porter le changement sur les résultats, qui devront partout être augmentés dans le rapport de 2 à 3, ou même à 4. Cette incertitude au reste n'affecte en rien les résultats des calculs précédemment faits. Le doute, s'il peut exister, ne porte pas sur les sommes annuelles employées en dépense, mais seulement sur la qualité numérique de leur aliquote, relativement au budget annuel du ministère de la guerre d'où elles provenaient. Les sommes dépensées annuellement restent toujours telles qu'elles ont été précédemment indiquées.

La première période comprend cinq ans de pleine paix. La dépense annuelle de la construction du monument donne, pour la moyenne des cinq années, une dépense annuelle de 75,472 liv. 19 s. 4 d., qui, évaluée sur la différence du taux de 35 à celui de 54 fr. le marc, donne une somme annuelle de 135,183 fr. 35 c. valeur d'aujourd'hui.

L'induction que je veux tirer de cette donnée de fait, c'est que, cette somme étant la 120<sup>e</sup> du fonds annuel des caisses d'où elle avait été prise, il en résulte que dans les années 1679, 1680, 1681, 1682 et 1683, la moyenne dépense annuelle du ministère de la guerre a été de 9,055,556 liv. 8 s., ou de 16,300,000 fr. 50 c. valeur d'aujourd'hui.

A dater de 1684, la dépense de l'entretien de l'armée et l'aliquote destinée à celle de la construction des Invalides eurent une cause d'augmentation qu'il est nécessaire de faire connaître. Louis XIV avait été généreux dans les stipulations de la paix qu'il avait souscrite ; il le fut moins après la pacification générale des puissances. Sur de simples édits d'une chambre de réunion qu'il avait établie dans ses cours souveraines de Besançon, de Metz et d'Alsace, pour juger de la nature des cessions qui lui revenaient en

vertu des traités de Westphalie et des Pyrénées, il prit possession à main armée d'un grand nombre de villes parmi lesquelles on compte Strasbourg, et de territoires considérables qui lui rendirent au-delà de ce que la facilité qu'il avait mise dans les négociations de la paix de Nimègue lui avait fait perdre. De tels procédés et de telles formes étaient bien faits pour alarmer l'Europe ; des alliances offensives se formèrent, et une trêve conclue en 1684 ne fit que modérer l'activité des mesures d'une hostilité unanime qui avaient été concertées contre la France. Louis XIV ne put se dissimuler les dangers de la position où le succès de ses entreprises, l'irritation et la défiance qu'elles avaient excitées, le plaçaient. Il fit des préparatifs de défense qui augmentèrent considérablement la dépense de l'entretien de son armée.

Cette dépense fut, pour le ministère de la guerre, dans les années 1684, 1685, 1686, 1687, une moyenne annuelle de 17,906,146 liv. 10 s., ou 32,231,610 fr. 50 c. valeur actuelle, et elle donna pour la dépense de l'hôtel des Invalides à ce période de sa construction une moyenne annuelle de 149,217 liv. 17 s. 7 d., ou 268,592 fr. 17 c. valeur actuelle.

Restent quatre années de guerre. La moyenne

de la dépense pour l'entretien de l'armée dans les années 1688, 1689, 1690 et 1691, fut de 22,074,375 l. 15 s., ou 31,701,876 f. 10 c. valeur actuelle, qui contribuèrent, pour l'achèvement de la construction du monument, de la moyenne annuelle de 184,036 l. 9 s., 3 d., ou de 331,265 f. 63 c.

Ainsi la moyenne de la dépense des armées de Louis XIV, à l'époque la plus glorieuse de son règne, a été de 38 à 40 millions de francs, valeur actuelle, et la moyenne de cette dépense pour le temps de paix n'a été que de 31 à 32 millions. Je n'ai cherché ces données que dans un but de simple curiosité historique ; ne voulant ni ne pouvant en faire la comparaison avec les dépenses du temps présent, par la difficulté de bien connaître les nombres dans le personnel de l'armée à cette époque, et par l'impossibilité où mon ignorance de l'administration des affaires militaires me met d'apprécier les différences qui doivent résulter, sous le rapport de la dépense, des changements que l'art de la guerre a progressivement subis dans l'intervalle des deux époques.

J'observerai toutefois que, bien que sous ce dernier rapport les moyens mis en œuvre, il y a un siècle et demi, pour l'attaque et pour la dé-

fense , ne puissent , ni pour leur diversité , ni pour leur étendue , être comparés à ceux dont les progrès de l'art nécessitent aujourd'hui l'usage , et dont un système fiscal plus perfectionné met les gouvernements en mesure de faire le dispendieux emploi , nous savons cependant que dans ce temps la France déploya un appareil de forces jusque alors inconnu ; qu'elle entretint des armées en Flandre , en Hollande , sur le Rhin , en Italie et en Espagne ; que le dauphin en commandait une en Allemagne de 80,000 hommes ; que des convois défendus par de grandes es- cadres que dirigeaient les Tourville , les Duques- ne , les Dugay-Trouin , les Jean-Bart , les Nemours , les Martel , portaient des corps de troupes consi- dérables en Sicile , en Irlande , en Écosse ; que Vauban avait la direction de tout ce qui se rapportait aux constructions , à l'attaque , à la défense des places ; que le roi avait un grand attrait pour la guerre des sièges , où il ne se re- connaît inférieur à aucun des grands capitaines de son temps ; et enfin que Louvois adminis- trait la guerre , et que les principes de Colbert , qui ne mourut que vers le milieu de cette période de grands et glorieux efforts , devaient met- tre pour quelques années encore l'administration des finances en mesure de subvenir à la dépense .

de toutes ces entreprises. Je ne veux établir aucun parallèle ; aucun degré de précision n'y serait possible. Je poserai seulement deux questions : si la France se trouvait aujourd'hui dans la position où les circonstances l'avaient placée en 1688, quelle guerre ferait-elle avec une dépense de 32 millions par an ? et si elle résistait à l'aggression de toutes les puissances de l'Europe avec les mêmes forces qu'elle opposa alors à des armées que commandaient le duc de Savoie, le prince de Valdeecck, le prince Eugène et le prince d'Orange, combien de fois devrait-elle payer 32 millions pour acquitter les dépenses d'une campagne ?

Le caractère et le génie du roi, de Catinat, de Luxembourg, de Boufflers, des deux Vendôme, de Berwick, de Philippe d'Orléans, de Vauban, furent persévéramment dirigés vers ce but. Cinq ou six armées furent à peu près constamment en activité pendant la durée d'une période de neuf ans ; une marine de 90 vaisseaux de guerre seconda les efforts des armées de terre. Toutefois le principe de l'usurpation triompha, et tout cet appareil ne servit qu'à conserver à la France la gloire et la supériorité militaire qu'elle avait acquises dans la précédente guerre.

Moins de moyens ont été mis en œuvre dans

la dernière guerre que nous avons entreprise ; le principe monarchique a triomphé, et ce triomphe, avec des forces si disproportionnées, fera ressortir avec un grand éclat aux yeux de la postérité le caractère et la bravoure de la peu nombreuse armée qui a été chargée de la défense de cette noble cause, et du prince auguste qui l'a commandée. Mais sous le rapport de la dépense il y a dans la comparaison de la mesure et dans celle de la durée des différences qu'on ne voudra peut-être pas uniquement imputer à celle des temps. La dépense totale de la guerre qui a fini à la paix de Riswick, en multipliant la moyenne par 9, ayant été de 286 millions, n'est que d'un quart supérieure à celle qui s'est faite de nos jours pour l'entretien d'une seule armée de moins de 100,000 hommes et pendant le cours d'une seule campagne.

Je ne prétends pas attribuer au temps seul toute cette différence ; mais quelle que soit la part qu'on doive en rejeter, soit sur les circonstances, soit sur d'autres causes inconnues ou mal connues, je crois qu'après qu'on l'aura réduite à ses véritables termes, la différence qui restera à la charge du temps convaincra tout homme éclairé que la progression des dépenses dans l'intervalle des deux époques suffit pour ren-

dre raison d'une augmentation qui pourrait s'élever jusqu'à la proportion de 1 à 6 ou même à 7.

Toutefois, je dois dire que cette proportion ne peut pas et ne doit pas être d'une application générale à toutes les dépenses. Cette question présente des difficultés que je n'avais pas d'abord pressenties. J'ai rassemblé un grand nombre d'objets de comparaison dans la période de deux siècles; j'ai recueilli une foule de détails de dépenses sur tous les genres de produits qui peuvent servir aux jouissances de toutes les classes de consommateurs; j'ai sous les yeux la dépense jour par jour de la maison du roi pour l'année 1694: le prix de tous les objets d'approvisionnements, leur préparation, leur emploi, leur répartition, s'y trouvent marqués dans les plus minutieux détails; d'autres états des mêmes ou de différentes dates m'ont fait connaître le prix d'un très grand nombre d'objets d'industrie qui servent aux besoins de quelques classes de la société, à l'usage des classes élevées et à la subsistance de toutes (1). J'ai trouvé une grande disparité dans l'augmentation des prix de toute cette

---

(1) Je donnerai quelques extraits de ces états à la fin de ce mémoire.

diversité de produits de l'art et de l'industrie. Il en est dont la valeur a peu varié ; il en est dont la valeur a plus que décuplé ; il en est aussi qui, loin d'avoir suivi dans leur prix le cours de la progression générale, en ont subi une inverse. La raison de ces différences n'est pas difficile à trouver : elle tient à ce développement des facultés sociales qui, dans un état de civilisation conséutivement expansive, suit nécessairement les progrès toujours croissants du perfectionnement de toutes les branches de l'industrie. Mais en même temps que cette cause fait mieux connaître celle des diverses progressions que je viens de signaler, ainsi que la raison de leurs disparités, on se voit moins en mesure de faire l'application des résultats de la comparaison de leurs termes extrêmes à la solution des deux questions que j'ai posées en tête de cet appendice, et surtout à celle de la dernière, qui est proprement le principal objet de ce travail.

En général, les produits naturels ont progressivement augmenté de prix en même temps que celui d'un très grand nombre de produits de l'industrie a suivi la marche d'une progression inverse, et toutes ces disparités tiennent à la même cause. C'est que la nature n'intervient jamais seule dans les produits de la première progres-

sion, ni l'industrie dans ceux de la seconde, en sorte que plus est grande la participation de l'industrie dans la formation des produits naturels, et moins ils éprouvent d'augmentation dans leur valeur vénale; et le même effet s'aperçoit d'autant plus en sens inverse dans la progression décroissante de la valeur vénale des produits industriels que la nature entre pour une plus grande part dans l'œuvre combinée de leur formation.

Maintenant, à ne considérer que d'une manière superficielle l'influence de ces deux progressions, on se trouve porté à conclure que les existences sociales et les classes dont la consommation porte principalement sur les produits de l'industrie sont celles qui doivent le moins se ressentir de la surcharge de la progression qu'on observe généralement dans la dépense de toutes les classes de consommateurs, et que le poids de cette surcharge doit être plus dispendieusement onéreux aux classes dont l'existence se maintient principalement par la consommation des produits naturels. Il en serait ainsi en point de fait, si d'autres causes n'étaient intervenues pour combattre dans le système des dépenses le principe de réduction résultant de la diminution du prix des produits industriels.

Ces causes sont plus puissantes que nombreu-

ses. D'une part , dans la classe des agents de l'industrie , et de toutes les industries sans exception , plus de travail , un travail mieux dirigé , plus perfectionné , est devenu pour la société tout entière un principe de richesse générale aux avantages duquel il leur a été donné de participer ; une plus grande consommation a été à la fois et l'indice et le résultat de leur aisance ; et en même temps cette aisance est devenue pour toutes les classes de la propriété créatrice de produits naturels une cause d'augmentation de moyens de consommer et de jouir. Cette augmentation a trouvé partout une disposition et une tendance à étendre le cercle des jouissances propres à chaque classe ; partout le goût de ces jouissances s'est proportionné aux moyens de les satisfaire ; partout la progression des dépenses a suivi celle des besoins ; et l'augmentation des besoins se proportionnant toujours à celle de la fortune , il a dû en résulter que la surcharge de la progression des dépenses a dû peser principalement sur les classes opulentes , la diminution successivement survenue dans le prix vénal des produits industriels n'étant pour elles qu'un attrait de plus dans la tendance qui les portait incessamment à dépenser et à jouir.

Autre chose , comme on le voit , est la pro-

gression des prix , et autre celle des dépenses. Celle-ci est générale ; la première ne l'est pas. Mais à mesure que la progression des dépenses s'est étendue sur toutes les existences sociales , les difficultés qui en sont résultées pour elles de se maintenir toujours au niveau de leurs moyens ont été diverses et inégales. Il faudrait de grandes recherches , et un grand appareil de calculs , d'observations et de faits , pour établir sur cet intéressant objet une théorie précise , exacte et complète. Mais , quelque attrait que puissent avoir pour moi le développement des principes qui se rattachent à cette question incidente et l'application de leurs conséquences , je dois considérer que , prise dans son point de vue général , elle est étrangère au but que je me suis proposé dans ce travail. J'en abandonne donc la discussion , que je renvoie à d'autres temps ; mais d'après tout ce qui précède , je pense que je puis me croire autorisé à mettre en avant les propositions suivantes , qui sont comme un résumé de tout ce que j'ai dit et de tout ce que je m'abstiens de dire sur ce sujet.

1<sup>o</sup> Les dépenses augmentent moins dans la proportion de l'augmentation des prix des choses véniales que dans celle de l'augmentation des besoins.

2° Les besoins augmentent dans la proportion des moyens de les satisfaire.

3° Les moyens de satisfaire de nouveaux besoins augmentent dans la proportion de l'augmentation des fortunes.

4° L'augmentation des fortunes résulte des progrès que le perfectionnement ou la meilleure direction du travail fait faire à l'industrie.

5° Le perfectionnement et la meilleure direction du travail, en augmentant la masse des produits de l'industrie, diminuent leur prix ; et en faisant descendre leur consommation des classes plus riches et moins nombreuses dans les classes inférieures, qui sont en même temps et moins riches et plus nombreuses, elles y font naître de nouveaux besoins, y trouvent des moyens suffisants pour les satisfaire, et, augmentant ainsi la masse des consommations, en proportionnent la progression à celle des produits. De là une augmentation générale de travail, de produits, de besoins, de jouissances, de consommation, d'aisance et de fortune. Cette série donne le tableau complet des progrès de l'industrie et de la marche de la civilisation dans le cours des deux derniers siècles.

6° L'augmentation générale des dépenses dans toutes les classes de la société est une consé-

quence nécessaire de ce développement. Quant à la détermination précise de l'augmentation des dépenses d'une classe prise isolément, elle ne peut ressortir que de la comparaison qu'on chercherait à faire de la mesure de ses besoins et des moyens qu'elle a eus de les satisfaire en les observant et les appréciant à deux époques différentes.

7° Si l'on pouvait faire cette observation, cette appréciation et cette comparaison sur la mesure des besoins et des moyens d'existence de toutes les classes de la société, on arriverait de la manière la plus complète et la plus certaine à la solution des deux questions qui ont été posées en tête de cet appendice.

8° A défaut de ces observations et de ces comparaisons à peu près impossibles à faire, il faut chercher s'il n'y aurait pas quelques moyens de parvenir approximativement au même but. Il y a des dépenses simples, il y en a de composées : les premières sont celles qui soldent le prix d'un produit résultant d'une seule espèce de travail ; les secondes sont celles qui, en soldant le travail du vendeur, acquittent en même temps la série de tous les travaux antérieurs qui se sont succédé dans ce produit acheté pour lui faire acquérir le prix définitif de la vente qui précède sa consommation ou son dernier emploi.

9° Il y a telle dépense qui sert à l'acquit de tant de travaux , de travaux si variés , de travaux auxquels tant de classes industrielles ont coopéré , de travaux dont l'acquit a servi à l'entretien , ou à l'accroissement , ou à la formation de tant de divers degrés de fortune , depuis le degré le plus inférieur jusqu'au plus élevé , qu'en observant ses différences aux termes de deux époques éloignées l'une de l'autre , on peut se faire une idée exacte de l'accroissement des besoins , des jouissances , de la fortune et des dépenses de toutes les classes coopérantes dans l'intervalle du premier des deux termes au dernier.

10° Un très grand monument , formé de tous les matériaux que la nature produit , depuis le sable et l'eau jusqu'aux métaux les plus précieux et aux pierres les plus rares et les plus chères , et dont tous les arts de l'industrie humaine ont concouru à faire un emploi spécial à chacun d'eux , me semble fournir l'exemple le plus propre à ce genre d'observations et de calcul , la dépense de sa construction étant un résultat général où se trouvent en même temps et la mesure de valeur de tous les travaux comme de toutes les matières mises en œuvre , et la mesure gra-

duée de tous les besoins, et la raison de toutes les dépenses des classes qui ont coopéré à cette construction.

11° La dépense du maintien d'une très grande existence peut encore servir au même objet, cette dépense, dans la période d'une année, par une foule de rapports, allant aboutir, au moyen des nombreuses divisions et subdivisions de son acquit, à un aussi grand nombre et à une aussi grande diversité de travaux que celle d'un très grand monument.

Ces dix paragraphes présentent une ébauche bien imparfaite de la théorie que j'avais à cœur de pouvoir développer ; mais je crois que les propositions qu'ils renferment suffisent pour motiver l'usage que j'ai fait, dans cet appendice, de l'exemple pris de la construction de l'hôtel des Invalides. Les conséquences que j'en ai tirées ne sont que vraisemblables, parce que les faits, les chiffres, et surtout la connaissance de l'art, m'ont manqué pour établir avec précision les rapports de la dépense de ce monument avec celle des deux monuments contemporains dont je n'ai pu comparer la valeur avec toute l'assurance que j'aurais voulu avoir. Ce que je n'ai pas fait, des architectes pourront le faire. Ce-

pendant je pense qu'on ne peut pas me contester que mes résultats ont au moins un très haut degré de vraisemblance.

Je vais encore hasarder un autre exemple , et je le choisis dans le genre de ceux que j'ai indiqués dans le paragraphe II. Si les résultats de la comparaison que je ferai des deux termes de la période où je le prends se rapprochent de celui que je viens de citer , il me semble que l'appui qu'ils se prêteront l'un à l'autre sera pour moi un motif de les présenter avec un peu plus d'assurance.

Cet exemple est celui de la plus grande de toutes les existences sociales , celle de l'état , et je prendrai pour date l'année moyenne de la série des treize années de l'acquit des dépenses annuelles de la construction des Invalides , c'est-à-dire l'année 1685.

Je ne trouve pas l'état des dépenses de cette année ; mais M. de Forbonnais nous fournit celui de ses revenus. J'en comparerai la somme avec celle du revenu de la France , tel qu'il a été fixé au budget de la loi des finances de la dernière séance des chambres.

Le revenu de l'année 1685 , tel que Forbonnais le donne page 14 , tome 2 , de ses recherches , était de 89,009,375 liv. Cette somme ra-

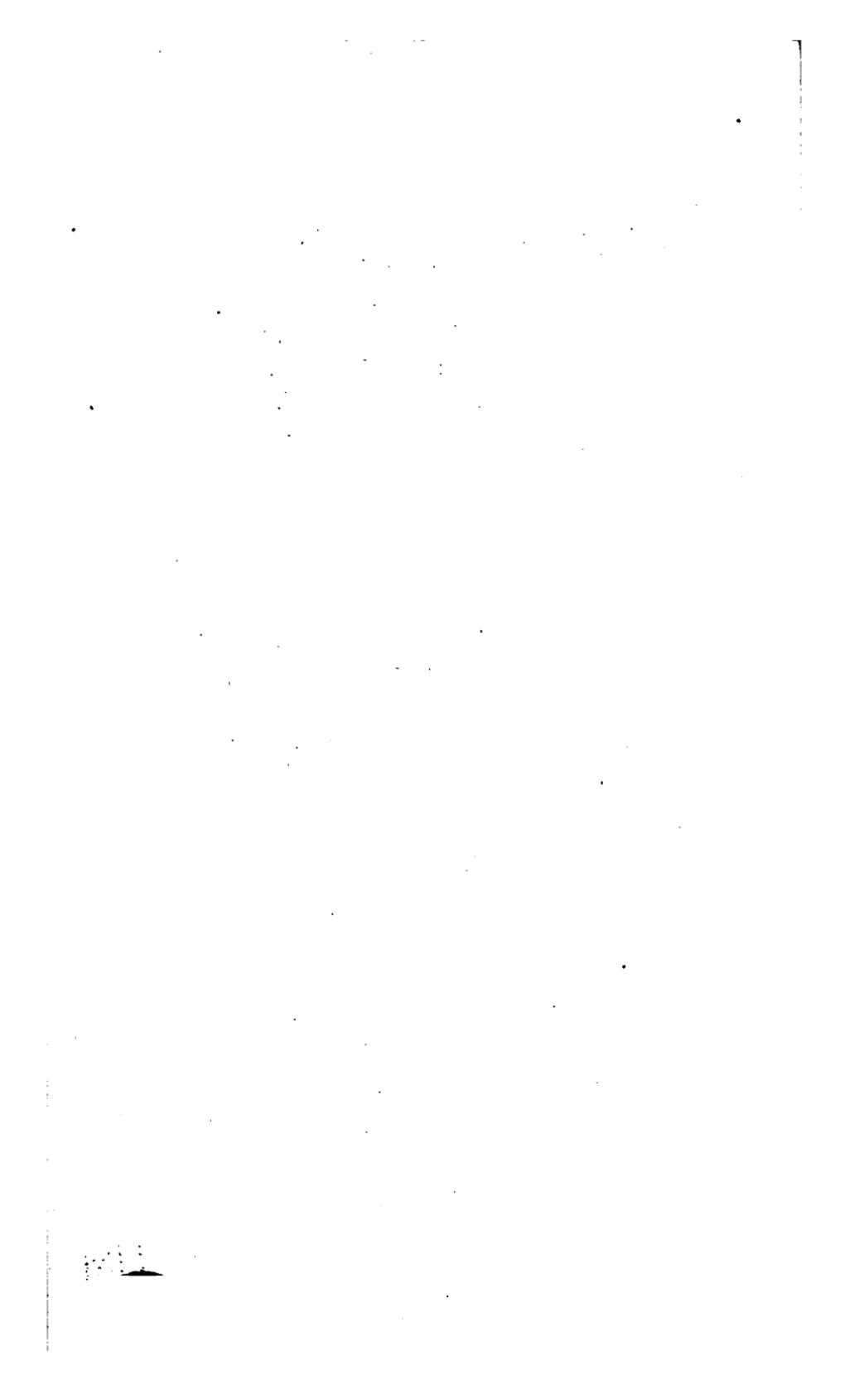
menée à sa valeur actuelle , en tenant compte de la différence du taux marc d'argent , se monte à 133,598,434 francs.

En septuplant cette somme , comme je l'ai fait pour la dépense de la construction des Invalides , j'obtiens celle de 934,598,434 francs.

Le revenu du budget de 1825 est de 991,892,882 fr. , d'où l'on voit que les dépenses auxquelles ces deux revenus ont été destinés à subvenir sont à peu près entre elles , ainsi que celles des monuments comparés , dans la même proportion de 1 à 7.

Je terminerai cet appendice par un aveu. Je ne donne pas une entière confiance à cette détermination en chiffres de la différence des dépenses des deux époques pour les mêmes existences sociales : c'est plutôt un essai qu'une discussion , une ébauche qu'une théorie , et une hypothèse qu'un résultat positif. Mais cet essai , cette ébauche , cette hypothèse , ne sont pas sans probabilité. De plus habiles appréciateurs que moi , et qui sont plus libres que je ne le suis de disposer de leur temps à leur gré , pourront être tentés de reprendre en sous-œuvre tous ces calculs ; et dans la vue de leur faciliter ce travail , en leur fournissant quelques éléments de faits dont ils sauront peut-être faire un meilleur

usage que je ne me sens en état de le faire , je placerai à la suite du tableau des dépenses du ministère des affaires étrangères d'Angleterre quelques pièces de comptabilité bien authentiques du règne de Louis XIV : leur titre seul me persuade qu'on ne les trouvera pas sans intérêt.



---

## DÉPENSES

DU

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ANGLETERRE

POUR 1826.

( Renseignements extraits des documents officiels. )

**Nota.** Les sommes en livres sterling ont été réduites en francs , à raison de 25 francs la livre.

*Emulabili sunt que alii utilitatem afferunt, et que beneficium offerre possunt.*

*Aristot., de Rhetor, lib. I.*

---

### OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Le tableau qui suit, et qui s'offre de lui-même à un rapprochement comparatif de celui des mêmes dépenses faites par les agents de tous les autres gouvernements en pays étranger, doit être précédé d'une observation qui n'est pas sans importance : c'est que, dans ces sortes de comparaisons, ce n'est qu'à l'égard du service des affaires étrangères qu'elles peuvent conduire à

des résultats certains et où chaque gouvernement puisse trouver quelque règle relativement à la mesure des dépenses qu'il peut lui convenir de prescrire à ses agents pour le maintien de la dignité de leur office.

Ces dépenses, en effet, ne ressemblent en rien à celles des autres services, qui, à raison de leur nature, peuvent souvent, au gré des circonstances, être restreintes ou même supprimées sans qu'il en résulte aucun dommage. Quant à elles, elles tirent des lieux où elles se font un caractère particulier d'exigence qui, par les conséquences graves des altérations qu'elles pourraient subir, rend leur mesure beaucoup moins dépendante des vues d'économie qu'on peut vouloir imposer à l'agent qui a la charge de les faire. Un ministre à qui on ne donne pas les moyens de se maintenir dans une position convenable à son rang et à la dignité de son souverain, et qui préfère son devoir à sa fortune, ne doit pas craindre de se ruiner, et s'il ne veut ou ne peut pas faire un tel sacrifice, il faut qu'il se résigne au malheur de ne pouvoir servir qu'avec un très faible espoir de remplir utilement pour son pays les devoirs de sa place.

Pour ce qui regarde les dépenses intérieures des divers ministères, elles ne peuvent être com-

parées ni dans leur objet ni dans leur mesure avec celles qui se font dans les autres pays pour les mêmes objets, vu l'extrême inégalité produite par la disproportion qui existe entre les prix courants de toutes choses dans les divers états. Dans l'un, en effet, une armée de 600,000 hommes ne coûte que 190 millions de francs à entretenir ; et dans un autre, une armée de 86,000 hommes coûte plus de 200 millions. Aussi, en Russie, un employé civil ou militaire se trouve-t-il suffisamment rétribué avec une faible partie du traitement qui suffit à peine en Angleterre pour vivre convenablement à un employé de même rang.

Pour le service des affaires étrangères, au contraire, la base est la même dans tous les pays, car elle est rigoureusement prise du prix moyen des objets nécessaires à la vie dans toutes les parties du monde. Qu'il s'agisse du corps diplomatique de France ou de celui d'Angleterre, l'état devra uniformément payer les frais de l'entretien de ses agents d'après la cherté ou le bon marché de tous les objets de consommation en Russie, en Allemagne, en Italie, en Amérique.

Et pour régler d'une manière convenable l'existence de ces agents, il ne faudra évidemment pas la rapprocher de celle des autres fonction-

naires publics dans chaque pays , car ce n'est pas avec eux qu'ils doivent entrer en concurrence. Leur existence , pour être convenable , doit être nécessairement calculée sur celle des agents étrangers qu'ils trouveront accrédités près des cours où on les envoie : c'est ainsi que les ministres du roi à Berlin , à Dresde , à Munich , à Stuttgard , à Florence , au Brésil , aux États-Unis d'Amérique , qui n'ont que la moitié du traitement alloué aux agents de tel autre gouvernement plus libéral , ou pour mieux dire plus prévoyant , ne réussissent pas toujours à compenser par plus de zèle , de soins et de caractère , les inconvenients de l'inégalité résultant de l'insuffisance de leurs moyens de la soutenir.

La même remarque est applicable aux autres parties du service extérieur du ministère des affaires étrangères , aux consulats , aux envois de courriers , aux frais de correspondance , aux présents , etc. , etc.

---

# TABLEAU GÉNÉRAL

DES

## DÉPENSES DE LA DIPLOMATIE ANGLAISE POUR L'ANNÉE 1826.

( État officiel du 22 mai 1827. )

---

### CHAPITRE PREMIER.

#### DÉPENSES FIXES.

Traitements du ministre secrétaire d'état,	150,000 fr.
Traitements du personnel des bureaux,	516,075
Gages des gens de service,	19,350
Traitements des agents politiques,	4,198,525
Traitements des agents consulaires,	2,236,650
Traitements d'inactivité (1),	"

#### DÉPENSES VARIABLES.

Frais d'établissement, de voyage et de service des agences politiques et consulaires,	977,725
Courriers,	625,000
Missions et commissions extraordinaires ou temporaires,	1,898,075
<i>A reporter,</i>	<u>10,621,400 fr.</u>

---

(1) Ces traitements se trouvent confondus dans les deux articles précédents.

*Report*,                    10,621,400 fr.

Présents (1),

Dépenses diverses et accidentielles de

l'administration centrale,

262,675

Dépenses secrètes,

1,470,575

12,354,650 fr.

»

#### OBSERVATIONS.

L'état qui précède porte les dépenses du ministère des affaires étrangères à la somme de                    12,354,650 fr.

Si l'on y joint pour les présents                    648,360

on obtient un total général de

13,003,010 fr.

Cependant le marquis de Londonderry affirma à la chambre des pairs, le 27 juin 1827, et il ne fut pas contredit, que le total général des dépenses de ce ministère avait été pour l'année 1826 de 531,806 liv. sterl. — 13,195,890 fr.

(1) Cet article n'est pas compris dans le tableau remis à la chambre des communes, le 22 mai 1827 ; mais dans un autre document parlementaire, n° 151 ; et intitulé *Civil contingencies*, on trouve sous le titre de *Presents* une somme de 648,360 francs. En 1815, l'article des présents fut de 900,000 francs (V. *Lord King's speech*, du 14 mai 1822).

CHAPITRE I<sup>er</sup>.

## DÉPENSES FIXES.

## ÉTAT DES DÉPENSES

DU

## PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

POUR L'ANNÉE 1826.

666,075 fr.

(Documents officiels des 22 mai et 12 juillet 1827.)

Ministre secrétaire d'état . . . . .	150,000 fr.
Premier sous-secrétaire d'état . . . . .	62,500
Deuxième <i>idem</i> . . . . .	25,000
Troisième <i>idem</i> . . . . .	25,000
1 <sup>er</sup> commis principal . . . . .	27,500
<i>classe.</i> { 1 <sup>er</sup> ancien commis chargé des agences consulaires . . . . .	35,000
{ 2 <sup>e</sup> ancien commis . . . . .	19,500
{ 3 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	17,325
{ 4 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	20,500
{ 5 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	18,000
{ 6 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	13,375
{ 7 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	17,375
{ 8 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	14,750
{ 9 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	14,250
{ 10 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	8,750
<i>classe.</i> { 1 <sup>er</sup> commis . . . . .	4,250
{ 2 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	4,250
{ 3 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	4,250
{ 4 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	4,000
{ 5 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	3,705
{ 6 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	3,750
{ 7 <sup>e</sup> <i>idem</i> . . . . .	3,750
<i>A reporter.</i> . . . . .	496,815 f.

	<i>Report.</i>	496,815 f.
4 commis assistants, à 2,500 fr. chacun. . . .	10,000	
1 commis attaché au commis principal. . . .	7,750	
1 secrétaire du ministre. . . . .	7,500	
1 commis messager de service auprès du roi. .	7,500	
1 archiviste-bibliothécaire. . . . .	21,250	
1 sous-bibliothécaire. . . . .	11,750	
1 commis enregistreur. . . . .	2,500	
1 commis attaché au protocole et à la presse lithographique. . . . .	3,750	
1 traducteur en chef. . . . .	14,125	
1 traducteur adjoint. . . . .	5,000	
1 conservateur et transmetteur des papiers d'état aux archives générales du royaume. . . . .	12,500	
<hr/>		
(1) <b>TOTAL.</b>	. . . . .	<b>600,440 f.</b>
<hr/>		
Sous-secrétaires d'état. . . . .	3	
Commis de tous grades. . . . .	32	
<hr/>		
TOTAL. . . . .	35	(2)
<hr/>		

(1) On croit que les 65,635 fr. dont l'emploi ne se trouve pas dans cet état sont affectés aux gratifications annuelles, l'usage étant d'en donner dans la plupart des ministères en Angleterre.

(2) La différence qui se trouve entre ce nombre et celui du ministère des affaires étrangères de France pourrait peut-être s'expliquer d'abord par l'usage qu'ont adopté les sous-secrétaires d'état d'accorder de fréquentes audiences, où ils font des réponses verbales, et ensuite par la multiplicité des affaires qu'ont occasionnées, pour notre département, les dernières guerres continentales et nos conquêtes passagères en Italie et en Allemagne. Pendant l'année

## OBSERVATIONS.

*Etat des dépenses du personnel de l'administration centrale pour les années de 1817 à 1827 inclusivement.*

1817.	— 550,500 fr.
1818.	— 560,750
1819.	— 574,550
1820.	— 572,100
1821.	— 563,325
1822.	— 615,150
1823.	— 648,550
1824.	— 635,500
1825.	— 657,075
1826.	— 666,075 (1)
1827.	— 723,150 (2)

qui s'est écoulée, du 1<sup>er</sup> décembre 1826 au 30 novembre 1827, il a été enregistré au secrétariat 8,043 lettres pour la seule division des chancelleries. Dans ce nombre ne sont pas comprises les lettres relatives aux actes judiciaires et aux passeports, qui se montent de 4 à 5 mille.

(1) Les totaux de ces dix années sont extraits de l'état officiel du 22 mai 1827 ; mais, comme dans cet état est comprise la dépense des concierges, garçons de bureau, etc., s'élevant à 15,600 fr. en 1822, cette somme a été retranchée dans les totaux ci-dessus de 1817 à 1825 inclusivement. A partir de 1826, cette dépense est de 19,350 fr., et elle a été défaillue en conséquence sur les années 1826 et 1827. (Document officiel du 12 juillet 1827.)

(2) Le total, pour l'année 1827, est extrait du budget déposé à la chambre des communes, en 1827, sous le titre d'*Estimates*, n° 60.

## GAGES DES GENS DE SERVICE.

---

1 femme de charge,	2,500 fr.
2 concierges,	3,600
1 messager,	* (1)
1 imprimeur lithographe,	3,750
1 homme de peine lampiste,	2,000
Service subordonné,	7,500
	<hr/>
	19,350 fr.

---

Traitements des agents politiques, 4,198,525 fr.  
 Traitements des agents consulaires, 2,236,650

*Nota.* Les traitements d'inactivité aux agents de ces deux classes sont confondus dans les sommes totales affectées à chacune d'elles.

( Documents officiels du 22 mai 1827. )

---

## SECRÉTAIRES D'AMBASSADE ET DE LÉGATION

En 1826.

---

Sur les 4,198,525 fr.

---

(1) Les gages de ce messager ont été laissés en blanc dans l'état officiel du 12 juillet 1827.

attribués aux agents politiques une somme de 825,000 est payée aux secrétaires d'ambassade et de légation.

---

Il reste donc 3,373,525 fr. pour les ambassadeurs et ministres.

( Discours de lord King , du 14 mai 1827. )

—

## TRAITEMENTS D'ACTIVITÉ DE DIVERS AMBASSADEURS , MINISTRES CHARGÉS D'AFFAIRES ET CONSULS GÉNÉRAUX

En 1822.

**TITRES ET RÉSIDENCES.**

**TRAITEMENTS.**

**AMBASSADEURS.**

**En francs.**

France ,	302,500.
Espagne ,	327,500.
Pays-Bas ,	327,500.
Turquie ,	263,600.
Autriche ,	327,500.
Russie ,	327,500.
Perse ,	275,000.

MINISTRES.	En francs.
Prusse,	205,000.
Deux-Siciles ,	166,250.
Brésil ,	166,250.
Dannemarck ,	135,000.
États-Unis ,	166,250.
Francfort ,	166,250.
Bavière ,	135,000.
Suède ,	135,000.
Toscane ,	110,000.
Saxe ,	110,000.
Wurtemberg ,	110,000.
Suisse ,	97,500.
Sardaigne ,	135,000.

## CHARGÉS D'AFFAIRES.

Hambourg ,	12,500.
Portugal ,	41,125

## CONSULS GÉNÉRAUX.

Tripoli ,	45,000.
Alger ,	50,000.
Maroc ,	50,000.
Égypte ,	ignoré.
Tunis ,	45,000.
Hambourg ,	35,500.

( Extrait des documents officiels déposés à la chambre des communes , les 26 mars et 3 mai 1822. )

## CHAPITRE II.

## DÉPENSES VARIABLES.

1. Frais d'établissement, de voyage et de service des agences politiques et consulaires (1),	977,725 fr.
2. Courriers,	625,000
3. Missions extraordinaires et commissions spéciales temporaires (2):	
Missions,	671,050
Commissions,	1,227,025
	1,898,075

( Document officiel du 22 mai 1827. )

### Dépenses secrètes :

**Service intérieur, 877,625 }  
Service extérieur, 592,950 }**

(*Compte de la séance de la chambre des pairs du 27 juin 1827.*)

(1) Les divers objets de cet article se trouvent ainsi réunis dans le compte rendu au parlement. On a lieu de présumer que les frais de passage n'y sont pas compris, car l'on voit par un document intitulé *Civil contingencies for 1826*, n° 151, que ces frais, au compte de l'amirauté, s'élèvent à 251,162 francs.

(2) Les traitements et les frais accessoires de ces missions et commissions se trouvent confondus dans les comptes produits au parlement.

*Nota.* On croit généralement en Angleterre qu'une bonne partie des 877,625 fr. de dépenses secrètes dans l'intérieur est distribuée aux réfugiés espagnols, etc.

État des dépenses secrètes depuis 1817 :

1817.	1,000,000	fr.
1818.	1,000,000	
1819.	1,000,000	
1820.	1,500,000	
1821.	825,000	
1822.	825,000	
1823.	1,445,800	
1824.	1,275,000	
1825.	1,125,000	
1826.	1,570,575 (1)	

( Document officiel du 14 mai 1827. )

Présents,	648,360	fr.
-----------	---------	-----

( Civil contingencies for 1826, n° 151. )

Dépenses diverses et accidentnelles de l'administration centrale (2),	262,675
---	---------

( Document du 22 mai 1827. )

(1) Ce total diffère de celui cité ci-dessus ; mais il ne spécifie pas comme le premier la somme attribuée à chaque service.

(2) Dans cet article devraient être comprises les dépenses pour les fournitures de bureau, la reliure et les frais d'impression ; mais elles se trouvent portées et confondues dans un chapitre du budget commun à tous les ministères, et il n'est pas possible, d'après les comptes produits au parlement, de connaître la dépense propre au ministère des affaires étrangères pour ces différents objets.

## ETAT DES PENSIONS

AUX AMBASSADEURS, MINISTRES, CHARGÉS D'AFFAIRES, SECRÉTAIRES,  
CONSULS GÉNÉRAUX ET CONSULS RETIRÉS DU SERVICE,

EN 1826.

(Document officiel du      juin 1827.)

Titres.	Noms.	Dernières résidences.	Années de services.	Quotité des pensions.
<i>Ambas- sadeurs.</i>	A. ***	Russie	— 26 —	57,500
	B.	Turquie	— 11 —	50,000
	C.	<i>Idem</i>	— 15 —	50,000
	D.	<i>Idem</i>	— 5 —	57,500
	E.	Perse	— 5½ —	50,000
	F.	Turquie	— 37 —	57,500
	G.	Russie	— 8 —	50,000
	H.	Hollande	— 11 —	50,000
	I.	France	— 24 —	57,500
	A. ***	Vienne	— 24 —	50,000
<i>Ministres</i>	B.	Copenhague	— 18 —	25,000
	C.	Etats-Unis	— 20 —	42,500
	D.	Suède	— 19 —	37,500
	E.	Toscane	— 13 —	42,500
	F.	Espagne	— 5 —	42,500
	G.	Naples	— 8 —	42,500
	H.	<i>Idem</i>	— 34 —	50,000
	I.	Lisbonne	— 19 —	42,500
	J.	<i>Idem</i>	— 22 —	50,000
	K.	Etats-Unis	— 12 —	50,000
	L.	Suisse	— 10 —	50,000
	M.	Sardaigne	— 24 —	20,000
	N.	Turquie	— 19 —	30,000
<i>Ministres</i>	O.	Espagne	— 10 —	30,000
	P.	Stuttgart	— 11½ —	30,000
	Q.	Stockholm	— 4 —	30,000
	R.	Hesse	— 13 —	20,000
	S.	Diverses missions	— 17 —	28,175
	T.	Saxe	— 22 —	42,500
<i>Ministres</i>	U.	Stockholm	— 3 —	6,250

<i>Chargeés d'affaires</i>	A. ***	Diverses cours	—	19	—	6,250
	B.	Toscane	—	*	—	6,250
<i>Secrétaire-s.</i>	A. ***	Paris	—	6½	—	15,000
	B.	Turquie	—	13	—	20,000
	C.	Etats-Unis	—	9	—	12,500
	D.	Saxe	—	12	—	12,500
	E.	Prusse	—	13	—	12,500
	F.	Etats-Unis	—	16	—	12,500
<i>Consuls génér.</i>						
<i>Consuls généraux et consuls</i>	A. ***	Venise	—	24	—	16,250
	B.	Amsterdam	—	23	—	30,000
	C.	Hollande	—	11	—	9,250
	D.	Gottembourg	—	12	—	12,500
	E.	Alger	—	23	—	12,500
	F.	Maroc	—	10	—	12,500
	G.	Tunis	—	*	—	17,500
	H.	Alger	—	*	—	7,500
	I.	Alger	—	5	—	12,500
	K.	Hambourg	—	10	—	15,000
	L.	Massachusetts	—	12	—	8,750
	M.	Fernambucco	—	40	—	7,500

Total des pensions au 31 décembre 1826 :

50 personnes. . . . . 1,461,175 fr.

## EXTRAIT

DU

## MÉMOIRE DE MANSARD.

## DÉPENSES DE VERSAILLES.

	liv.	s.	d.
Maçonnerie de Versailles et ses dépendances , compris Trianon , Saint - Cyr et les églises de Versailles , pendant lesdites 27 années ,	21,186,012	4	1
Charpenterie et bois ,	2,553,638	1	5
Couvertures ,	718,679	16	9
Plomberies et achats de plombs ,	4,558,077	2	6
Menuiseries et marqueterie ,	2, 666,422	2	0
Serrurerie et taillanderie ,	2,289,062	3	9
Vitrerie ,	500,878	10	9
Glaces et miroirs ,	221,631	1	6
Peintures et dorures , sans les achats des tableaux ,	1,676,286	11	8
Sculptures , sans les achats des antiques ,	2,696,070	6	9
Marbreries et achats de marbres ,	5,043,502	5	8
Bronzes , fontes et cuivres ,	1,876,504	6	3
<i>A reporter ,</i>	45,786,764	13	1

	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>	45,786,764	15	1
Tuyaux de fer de fonte , compris ceux de la machine ,	2,265,114	15	8
Pavé , carreau et ciment ,	1,267,464	13	0
Jardinage , fontaines et rocailles ,	2,338,715	15	8
Fouilles de terre et coquroi ,	6,938,955	1	10
Journées d'ouvriers ,	1,381,701	16	2
Diverses et extraordinaires dépen- ses ,	1,799,061	12	10
Château de Clancy , dépendant de Versailles , sans les acquisitions de terres ,	2,074,592	9	5
Machine de Marly , sans les con- duits et acquisitions ,	3,674,864	8	8
Travaux de la rivière d'Eure et de Maintenon , sans les acquisitions ,	8,612,995	1	0

*Autres dépenses pour  
Versailles.*

Remboursement de terres et héritages pris pour le château de Versailles susmentionnés ,	5,912,104	1	10
Achats de tableaux anciens et figures antiques de tous les grands maîtres ,	509,075	8	0
<i>A reporter ,</i>	81,660,487	17	2

	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>	<i>81,660,487</i>	<i>17</i>	<i>2</i>
Étoffes d'or et d'argent payées sur les fonds des bâtiments ,	1,075,673	2	6
Grands ouvrages d'argenterie , autre ceux payés par le trésorier de l'argenterie ,	3,245,759	4	8
<i>Nota.</i> Tous ces grands ouvrages d'argenterie ont été portés à la Monnaie pendant la dernière guerre.			
Pour le cabinet des médailles, cristaux , agathies et autres raretés dont le roi a acheté les six dernières années de ces mémoires pour	556,069	0	0
Pour les appointements des inspecteurs et préposés auxdits bâtiments et travaux de Versailles et ses dépendances , gratifications aux contrôleurs ou autres , a été payé pendant lesdites sept années environ	1,000,000,	0	0
Total des dépenses de Versailles,	<u>87,537,989</u>	<u>4</u>	<u>4</u>

Quatre - vingt - sept millions cinq cent trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-neuf franc quatre sous quatre deniers.

**DÉPENSES**  
**DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU.**

Années	liv.	s.	d.
1664.	—	339,251	16 0
1665.	—	107,159	18 0
1666.	—	37,200	8 8
1667.	—	37,820	15 6
1668.	—	19,827	0 5
1669.	—	39,396	0 0
1670.	—	23,106	15 3
1671.	—	58,524	6 1
1672.	—	36,560	12 10
1673.	—	24,425	11 1
1674.	—	66,145	17 0
1675.	—	61,670	17 1
1676.	—	36,052	19 0
1677.	—	33,029	18 6
1678.	—	394,509	15 1
1679.	—	264,417	15 1
1680.	—	204,463	0 8
1681.	—	188,886	19 3
1682.	—	80,019	5 6
1683.	—	98,881	11 8
1684.	—	65,967	1 0
1685.	—	220,216	8 7
1686.	—	92,246	5 3
<hr/>			
<i>A reporter,</i>	2,519,780	17	6

Années.	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>	<b>2,519,789</b>	17	6
1687. —	113,014	9	2
1688. —	87,988	7	2
1687. —	31,109	5	4
1690. —	21,853	14	5
<b>Somme totale,</b>	<b>2,773,746</b>	13	5

Deux millions sept cent soixante-treize mille sept cent quarante six-livres, treize sous cinq deniers.

### DÉPENSE DE L'OBSERVATOIRE.

Années.	liv.	s.	d.
1667. —	57,758	4	0
1668. —	99,744	3	0
1669. —	155,293	6	0
1670. —	138,694	9	0
1671. —	118,657	19	6
1672. —	50,305	14	8
1673. —	24,803	16	0
1674. —	14,766	9	0
1675. —	14,393	13	0
1676. —	13,225	13	0
1677. —	27,894	7	0
<i>A reporter,</i>	<b>692,537</b>	14	2

	Années.	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>		692,537	14	2
1678.	—	2,999	18	0
1679.	—	5,195	9	0
1680.	—	5,902	11	6
1681.	—	2,047	10	0
1682.	—	3,407	4	0
1683.	—	2,197	10	6
Depuis, pour transporter la tour de bois de Marly et la mettre en place,		10,886	7	6
Total,		725,174	4	8

Sept cent vingt cinq mille cent soixante-quatorze liv.  
quatre sous huit deniers.

---

#### CHAPITRE NEUVIÈME.

### HOTEL ROYAL ET ÉGLISE DES INVALIDES,

COMMENCÉS EN 1679.

---

Je place ici les détails de la somme portée dans l'appendice, parce que la date de chaque paiement donne par l'aliquote la somme annuelle des dépenses de la guerre pendant le pé-

riode , en sorte que par là on peut se faire une idée juste de la différence des années de guerre et des années de paix.

Les observations suivantes , et qui précèdent les tableaux , sont l'ouvrage de l'auteur du manuscrit.

« Cette maison , destinée pour la retraite des soldats devenus invalides au service de Sa Majesté est d'une étendue extraordinaire et d'une régularité parfaite. Sa situation est très belle, dans une plaine en face du Cours-la-Reine , la rivière entre deux , de manière que ces objets différents se prêtent l'un à l'autre un ornement réciproque.

« Les dedans de la maison sont très vastes et en même temps très logeables ; la discipline y est la même que dans une place de guerre , et elle est gouvernée par un nombre suffisant d'officiers : en sorte que la paix et le silence y règnent à peu près comme dans un cloître.

« L'église est desservie par les pères de la mission, qui ont leur logement séparé , à côté de l'église , séparé des autres logements. Cette église est d'un dessin très magnifique ; le grand-autel , isolé sous un dôme entre deux nefs très spacieuses , dont l'une , qui a son entrée du côté de la maison , est destinée pour ceux qui y habitent , et l'autre , qui a son entrée par un portail magnifique du côté de la campagne , est destinée pour le public. Rien n'est épargné pour rendre cet édifice admirable en toutes ses parties , comme il est un des plus glorieux à la piété du roi . »

« Les fonds pour la subsistance de cette maison sont levés par les trésoriers de l'extraordinaire des guerres, sur le paiement des troupes, à raison de deux deniers (Arrêt du conseil du 12 mars 1670) pour livre, et le trésorier des Invalides en fait l'emploi suivant qu'il lui est ordonné par le commissaire ordonnateur. »

## DÉPENSES DE L'HOTEL ROYAL ET ÉGLISE DES INVALIDES.

Années.	liv.	s.	d.
1679.	—	56,000	0 0
1680.	—	80,667	11 6
1681.	—	72,000	0 0
1682.	—	87,000	0 0
1683.	—	81,647	5 6
1684.	—	103,352	0 0
1685.	—	147,573	5 9
1686.	—	176,505	15 0
1687.	—	169,460	9 7
1688.	—	186,282	19 0
1689.	—	172,706	4 9
1690.	—	143,432	10 10
1691.	—	233,724	2 7
Somme totale ,	1,710,332	4	6

« On a excédé dans ce chapitre les bornes qu'on s'était prescrites, à cause de la dépense considérable qui a

« été faite aux Invalides l'année 1691. Il en a encore été  
 « fait d'autres depuis, et l'on peut compter que cet édifice  
 « reviendra à deux millions. »

---

### CHAPITRE QUINZIÈME.

### MANUFACTURES ÉTABLIES EN PLUSIEURS VILLES DE FRANCE.

« Outre les manufactures des Gobelins et de la Savonnerie, Sa Majesté en a fait établir encore plusieurs autres en divers endroits du royaume ; mais comme ces dernières ne sont plus du ressort des bâtiments du Roi, « mais du contrôle général des finances, je n'entrerai point « dans le détail de ces différents établissements, dont les « dépenses, aussi glorieuses à Sa Majesté qu'utiles à l'état, « montent, pendant les vingt-sept années de ces mémoires, à près de deux millions, comme il suit. »

(*Observations de l'auteur du manuscrit.*)

Afinées.	liv.	s.	d.
1664. —	66,121	5	8
1665. —	254,019	4	0
<i>A reporter,</i>	<hr/>	320,140	19 8

<i>Report,</i>	<i>Années.</i>	<i>liv.</i>	<i>s.</i>	<i>d.</i>
		520,140	19	8
	1666.	—	2,077	3 6
	1667.	—	248,675	14 0
	1668.	—	179,767	15 0
	1669.	—	535,705	16 0
	1670.	—	131,050	10 0
	1671.	—	110,625	15 2
	1672.	—	99,558	5 10
	1673.	—	49,046	0 0
	1674.	—	8,000	0 0
	1675.	—	18,000	0 0
	1676.	—	8,000	0 0
	1677.	—	8,000	0 0
	1678.	—	8,000	0 0
	1679.	—	18,298	0 10
	1680.	—	19,120	0 0
	1681.	—	20,539	15 0
	1682.	—	8,000	0 0
	1683.	—	15,520	0 0
	1684.	—	16,000	0 0
	1685.	—	8,000	0 0
	1686.	—	8,000	0 0
	1687.	—	42,283	13 0
	1688.	—	50,690	0 0
	1689.	—	24,940	11 0
	1690.	—	23,970	10 0

Somme totale, 1,979,990 l. 9 s. 0 d.

Dix-neuf cent soixante-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix livres neuf sous.

---

**CHAPITRE SEIZIÈME.**
**PENSIONS DES GENS DE LETTRES.**


---

« L'estime singulière que Sa Majesté a toujours faite des « belles-lettres , et des personnes qui , par une longue « étude et un travail assidu , se sont rendues célèbres dans « les sciences , a porté Sa Majesté à animer ceux qui se « trouvent nés avec d'heureuses dispositions par l'espé- « rance des pensions attachées au seul mérite. Ces pen- « sions ne se paient plus sur les fonds des bâtiments depuis « l'année 1690 . »

( *Observations de l'auteur du manuscrit.* )

Années.	liv.	s.	d.
1664. —	80,870	0	0
1665. —	83,400	0	0
1666. —	95,507	0	0
1667. —	92,580	0	0
1668. —	89,400	0	0
1669. —	111,550	0	0
1670. —	107,900	0	0
1671. —	100,075	0	0
1672. —	86,800	0	0
1673. —	84,200	0	0
1674. —	62,250	0	0
<hr/>			
<i>A reporter,</i>	994,332	0	0

	Années.	liv.	s.	d.
<i>Report;</i>		994,332	0	0
1675.	—	57,550	0	0
1676.	—	49,200	0	0
1677.	—	65,100	0	0
1678.	—	52,400	0	0
1679.	—	54,000	0	0
1680.	—	53,600	0	0
1681.	—	53,500	0	0
1682.	—	52,800	0	0
1683.	—	1,600	0	0
1684.	—	42,100	0	0
1685.	—	46,400	0	0
1686.	—	41,400	0	0
1687.	—	46,900	0	0
1688.	—	44,900	0	0
1689.	—	39,400	0	0
1690, tiers de				
1690.	—	11,966	13	4
Total,		1,707,148	13	4

Un million sept cent sept mille cent quarante-huit  
mille livres treize sous quatre deniers.

## CHAPITRE DIX-SEPTIEME. ACADEMIES DE PARIS ET DE ROME.

### ACADEMIE FRANCAISE.

« Cette académie est composée tant de la plupart des  
« personnes qui ont les pensions dont il a été parlé au cha-

« pitre précédent que d'autres personnes savantes ; elle ne  
 « coûte au roi, outre ces pensions, qu'environ sept mille  
 « livres par an, savoir :

« Environ 7,400 livres en jetons d'argent, 300 livres pour  
 « une messe qui y est chantée en musique le jour de Saint-  
 « Louis, et 300 livres qui sont mis entre les mains du tré-  
 « sorier de ladite académie pour les fournitures de bois et  
 « bougies et transcriptions de cahiers. Ces 7,000 livres ne  
 « se prennent plus sur les fonds des bâtiments, non plus  
 « que lesdites pensions des gens de lettres. » (*Observ.. de l'auteur du mémoire.*)

#### ACADEMIES DES SCIENCES ET DES INSCRIPTIONS.

« Les dépenses de ces deux académies ne sont point as-  
 « sez considérables pour en faire mention, et elles ne se  
 « prennent plus sur les fonds des bâtiments. » (*Observ. de l'auteur du mém.*)

#### ACADEMIE D'ARCHITECTURE DE PARIS.

« Cette académie ne coûte au roi qu'environ 3,500 livres  
 « par an, tant pour les appointements d'un professeur  
 « qui y tient les conférences publiques que pour les  
 « assistances des architectes qui s'y assemblent en parti-  
 « culier, et pour les mêmes nécessités. » (*Observ. de l'auteur du mém.*)

#### ACADEMIE DE PEINTURE ET DE SCULPTURE DE PARIS.

« Cette académie coûte au roi, en premier lieu, 6,000  
 « livres que l'on met tous les ans entre les mains de son  
 « trésorier.

« Plus 2,640 livres par an, pour la subsistance de dix élèves de peinture et sculpture , à chacun des quels le trésorier des bâtiments paie 264 livres par an.

« Et de plus Sa Majesté fait distribuer des prix aux élèves , qui sont des médailles qui se paient sur le fonds des bâtiments au directeur du balancier du Louvre, où elles sont frappées ; cette dépense n'est pas fixe. » (*Observ. de l'auteur du mém.*)

**ACADEMIE DE PEINTURE , SCULPTURE ET ARCHITECTURE  
DE ROME.**

« Sa Majesté a établi et entretient l'académie de Rome comme dans un lieu d'où sont sortis ce que nous avons de plus excellents maîtres et qui est aussi la source des plus parfaites productions des arts. On y envoie les élèves pour s'y perfectionner. On peut compter sur une dépense d'environ 60,000 livres par an pour l'entretien de cette académie , et ces fonds sont remis au directeur qui en doit compte. (*Observ. de l'auteur du mém.* )

**ÉTAT GÉNÉRAL  
DES DÉPENSES DES BATIMENTS DU ROI,**

PENDANT LES 27 ANNÉES DE CES MÉMOIRES,

Suivant les états finaux et arrêtés des comptes et états au vrai.

Années.	liv.	s.	d.
1664. —	3,221,731	2	2
1665. —	3,269,723	19	3
1666. —	2,826,770	3	5
1667. —	3,516,160	3	10
1668. —	3,616,486	«	2
1669. —	5,192,954	8	6
1670. —	6,834,037	16	»
1671. —	7,865,243	1	2
1672. —	4,168,354	12	6
1673. —	3,550,410	3	8
1674. —	3,898,466	5	10
1675. —	3,091,587	10	2
1676. —	3,195,381	7	2
1677. —	3,265,220	17	9
1678. —	4,977,255	10	6
1679. —	9,373,614	10	8
1680. —	8,615,287	18	9
<i>A reporter</i>		80,478,683	9 10
		9.	

Années.	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>	80,478,683	9	10
1681. —	6,465,309	16	«
1682. —	6,985,568	13	5
1683. —	5,995,996	2	10
1684. —	7,996,163	1	»
1685. —	15,408,443	19	7
1686. —	9,064,446	15	6
1687. —	8,279,526	11	10
1688. —	7,547,966	6	9
1689. —	3,644,587	13	4
1690. —	1,616,134	18	8
Total,	153,282,827	10	5

---

## EXTRAIT

### D U M A N U S C R I T D E 1694.

#### PRIX DES DIVERS OBJETS DE CONSOMMATION DE CETTE ÉPOQUE.

Je n'ai qu'une observation à faire sur la série des valeurs de ces divers objets : celle qu'ils ont aujourd'hui est à la connaissance de tout le monde. Quant à la comparaison qui doit être faite entre elles, il suffira de savoir que le marc d'argent en 1694 est nominativement désigné dans les relevés officiels de la monnaie par le chiffre 29 l. 8 s., en sorte que le calcul pour l'appréciation de ces objets, valeur actuelle, peut-être fait sans inconvenient sur la même base que tous ceux précédemment faits. 2 sous de ce temps égalent 3 sous d'aujourd'hui, une livre égale 30 sous, et 6 livres d'alors s'expriment actuellement par 9 francs. La rigueur du calcul n'est ici d'aucune importance. Je laisse subsister l'orthographe du manuscrit.

## MARCHÉ DES POURVOYEURS.

## GROSSE VIANDE, GRAISSE, ISSUES.

	liv.	s.	d.
La livre de bœuf, veau et mouton, vaut	0	5	0
Le riz de veau,	0	10	0
Le palais de bœuf,	0	5	0
La livre de moelle de bœuf,	1	0	0
La langue de bœuf parfumée,	1	0	0

## LES ISSUES DE VEAU, SAVOIR :

La tête et faise, chacune ,	0	10	0
La langue de mouton ,	0	4	0
La douzaine de pieds de mouton ,	0	10	0
La livre de graisse et chandelle ,	0	8	0
Issues de porc ,	1	10	0
Jambon de Mayence et Baïonne , la livre ,	0	15	0
Lard ,	0	10	0
Beurre de Vanvre ,	1	10	0
Beurre ,	0	10	0
Foies gras , la douzaine ,	2	10	0
Crêtes , la livre ,	5	0	0
Huile vierge	1	0	0
Prises de saucisses ,	10	0	0
Prises de gelée ,	2	15	0
Prise de biberas ,	10	0	0

## GIBIERS.

*Chaque gibier 25 sous sans le lard, qui est 5 sous dans l'ordinaire, et 10 sous dans l'extraordinaire, savoir :*

## A.

	Pièces.
Albran ,	1
Agneau gras ,	6
Agneau de lait ,	3
Allouettes , une douzaine ,	1
Tête d'agneau ,	1

## B.

Une bécasse ,	1
Deux bécassines ,	1

## C.

Chapon gras ,	1 $\frac{1}{2}$
Deux cailles ,	1
Chapon vieux ,	1 $\frac{1}{2}$
<i>Idem</i> paille ,	1
Chapon de Brages ,	3
Coq de bruyères ,	4
Cochon de lait ,	2
Coq d'Inde ,	2
Canard ,	1

## D.

Dindon ,	1 $\frac{1}{2}$
----------	-----------------

## E.

## Pièces.

**Etoudeaux, deux pour**

1

## F.

**Faisand ou faisandeaux,**

4

## G.

**Gélinote de bois,**

4

**Grives, quatre pour**

1

**Guignard,**

1

## L.

**Lièvre ou levrant,**

2

**Lapin ou lapereau,**

1

## M.

**Marcassin,**

6

**Mauviettes, 6 pour**

1

## O.

**Oiseau de rivière ou canard,**

1

**Ortolan,**

2

**Oison,**

1

**Oie grasse, depuis Saint-Remy**

2

**jusqu'en mars,**

## P.

**Trois poulets,**

1

**Quatre pigeons,**

1

**Trois *idem* de volière,**

1

## Pièces.

<b>Perdrix ou perdreaux,</b>	1
<b>Poularde ou poules grasses,</b>	1
<b>Pluvier,</b>	1
<b>Poulet d'Inde,</b>	$1 \frac{1}{2}$
<b>Poule ou coq d'Inde ,</b>	2

## R.

<b>Rouge,</b>	2
<b>Ralle,</b>	1
<b>Ramier ou ramereau ,</b>	1

## S.

<b>Sarcelle ,</b>	1
-------------------	---

## T.

<b>Tourterelle ou tourte , deux pour</b>	1
--	---

## U.

<b>Vaneaux , deux pour</b>	1
----------------------------	---

—  
PRIX DU POISSON.

	liv.	s.	d.
<b>Anguille ,</b>	1	10	0
<b>Alloze ,</b>	3	0	0
<b>Anchoix , le baryl ,</b>	4	0	0
<b>Brochet de pied ,</b>	0	16	0
<b><i>Idem idem</i> deux doigts ,</b>	1	15	0
<b><i>Idem idem</i> quatre <i>idem</i> ,</b>	3	5	0
<b><i>Idem idem</i> et demi ,</b>	7	0	0
<b><i>Idem idem idem</i> quatre doigts ,</b>	11	0	0

	liv.	s.	d.
Grand brochet,	15	0	0
Barbeau de pied,	0	12	0
Barbeau de pied et deux doigts ,	1	0	0
<i>Idem idem</i> quatre <i>idem</i> ,	1	15	0
<i>Idem idem</i> et demi,	2	10	0
<i>Idem idem</i> et demi quatre doigts ,	3	0	0
Grand barbeau ,	5	0	0
Barbotte ,	0	8	0
Bresme ,	1	15	0
Petit bar ,	2	0	0
Moyen <i>idem</i> ,	3	0	0
Grand <i>idem</i> ,	4	0	0
Petite barbue ,	2	0	0
Moyenne <i>idem</i> ,	6	0	0
Grande <i>idem</i> ,	9	0	0
Carpe de pied ,	1	0	0
<i>Idem idem</i> deux doigts ,	2	0	0
<i>Idem idem</i> quatre <i>idem</i> ,	4	0	0
<i>Idem un</i> pied et demi ,	10	0	0
<i>Idem idem idem</i> quatre doigts ,	22	0	0
Grande carpe ,	24	0	0
Carlet ,	0	7	0
Coingre , la livre ,	0	8	0
Dorade ,	2	10	0
Ecrevisses , le cent ,	2	10	0
Eperlans ,	2	10	0
Esturgeon , la livre ,	1	5	0
Escargots , le cent ,	0	15	0
Gougeon , le plat ,	0	18	0
Grenouilles , le cent ,	1	0	0
Grenais ,	2	0	0

	liv.	s.	d.
Harengs frais , le cent ,	6	o	o
Harengs saurs et blancs , <i>idem</i> ,	5	o	o
Huîtres en pierres ,	5	o	o
Huîtres écaillées ,	1	18	o
Hotnard ,	2	o	o
Huile à frire ,	o	10	o
Lamproie ,	2	o	o
Loches , le plat ,	1	o	o
Grande lubine ,	4	o	o
Moules , le panier ,	3	o	o
Macreuse ,	2	o	o
Morue fraîche ,	2	o	o
Merlan ,	o	7	o
Macreau frais ,	o	8	o
<i>Idem</i> salé ,	o	5	o
Merluche ,	o	12	o
Morue de Terre-Neuve ,	1	15	o
Mulet de pied ,	1	o	o
<i>Idem idem</i> deux doigts ,	2	o	o
<i>Idem idem</i> quatre <i>idem</i> ,	2	10	o
Marsoin , la livre ,	o	12	o
Une ombre ,	1	o	o
OEufs , le cent ,	4	o	o
Pluye de Loire ,	1	5	o
Pucelle ,	o	12	o
Pluye de mer ,	1	o	o
Grande perche ,	3	o	o
Rouget barbu ,	1	o	o
Raye ,	3	o	o
Saumon de deux pieds ,	18	o	o
<i>Id.</i> <i>Id.</i> 1/2	26	o	o

		liv.	s.	d.
Grand	<i>Id.</i>	34	0	0
Solle moyenne,		1	10	0
<i>Id. grande,</i>		3	0	0
Selerins, le cent ,		4	0	0
Pâté de saumon ,		18	0	0
Saumon salé de deux pieds ,		5	0	0
Saumon <i>id.</i> de pied 1/2 4 doigts,		4	0	0
Truite de pied ,		1	10	0
<i>Id. id. 2 doigts,</i>		2	10	0
<i>Id. id. 4 id.</i>		4	0	0
<i>Id. de pied 1/2 ,</i>		8	0	0
<i>Id. id. 4 doigts,</i>		11	0	0
Grande truite ,		16	0	0
Truiteau ,		0	10	0
Tortue ,		2	10	0
Tanche ,		1	5	0
Grand turbot ,		20	0	0
Turbot moyen ,		16	0	0
<i>Id. petit ,</i>		10	0	0
<i>Id. plus petit ,</i>		6	0	0
Ton frais , la livre ,		0	10	0
<i>Id. mariné ,</i>		1	15	9
Pâté de truite .		8	0	0
Une vive ,		0	10	0
Le parisise, à vingt lieux de Paris.				
Le poisson mesuré entre œil et bas.				
La chaîne, mesure du Châtelet.				
Les doigts sont pouces de roi.				

## PETITS POTAGES.

	liv.	s.	d.
4 Pigeons pour bisque.			
6 Cailles au blanc.			
6 <i>Id.</i> au roux.			
Casseroles aux lentilles,	2	5	o
Casserole glacée,	2	5	o
Casserole au blanc ,	2	5	o
Un chapon pour potage au blanc,	1	5	o
Gelinote aux choux,			
Julienne aux pois,	4	17	6
<i>Id.</i> aux racines,	4	17	6
<i>Id.</i> aux asperges,	4	17	6
<i>Id.</i> avec un oison,	6	2	6
Oille à la dame Simonne,	4	17	6
Grande oille ,	14	15	o
Potage sans eau ,	5	5	o
<i>Id.</i> à la reine-mère ,	4	17	6
<i>Id.</i> à la gendarme ,	5	5	o
Potage au jus de veau ,	1	0	o
<i>Id.</i> aux truffes ,	3	5	o
<i>Id.</i> de faisan aux choux ,	7	0	o
La terrine ,	15	0	o
Bisque ,			

## PERDRIX

Une perdrix aux choux ,	1	5	o
<i>Id.</i> pour parmesan ,	1	5	o
<i>Id.</i> passée ,	1	5	o
<i>Id.</i> à l'oille ,	1	5	o
<i>Id.</i> au bazilic ,	1	5	o

## POULARDES.

	liv.	s.	d.
Poularde au riz ,	1	5	0
— aux oignons ,	1	5	0
— hachée en dé ,	1	5	0
Pigeon au bazilic ,	1	13	4
Bisque de Saint-Cloud ,	14	0	0
<i>Id.</i> à l'ordinaire ,	5	0	0

## HORS-D'OEUVRE FARCIÉS.

Arbondilles ,	6	0	0
Bouillants ,	2	5	0
Brezolles sans farce ,	2	0	0
Bergeronnettes ,	6	0	0
Crespine farcie dans la braise ,	6	0	0
<i>Id.</i> sans farce ,	2	5	0
Croquettes ,	6	0	0
Choux farcis ,	6	0	0
Casserole ,	5	0	0
6 cailles en begnets ,	3	15	0
Concombres à la matelotte ,			
Coulis de lentilles et perdrix ,			
Cailles farcies à la braise ,	6	0	0
Filet de bœuf , <i>id.</i>	6	0	0
Filets mignons ,	6	0	0
Filets de mouton farcis ,	6	0	0
Gigot de mouton farci ,	2	0	0
Gâteau de perdrix ,	2	10	0

	liv.	s.	d
Gigot sans farce à la braise ,	2	0	0
Galantine ,	6	0	0
Hachis à la sauce au jambon ,	2	5	0
Laitues farcies ,	6	0	0
Limpotade ,	6	0	0
Miroton ,	6	0	0
Poupeton ,	6	0	0
Poupeton de câpres ,	6	0	0
Panpiettes farcies à la braise ,	2	5	0
Pâtés à l'espagnole ,	la prise ,	3	5
<i>Id.</i> haché ,		2	5
<i>Id.</i> à l'anglaise ,	10	0	0
<i>Id.</i> frits ,	3	5	0
<i>Id.</i> de godiveau ,	4	0	0
Perdrix en salmi ( pâté royal ) ,	5	0	0
<i>Id.</i> en coulis ( pâté de jambon ) ,	au pâtissier ,	14	5
		5	0
Pain de perdrix ,	2	10	0
Poulets gras farcis ,	2	5	0
<i>Id.</i> à la sauce au brochet ,			
Pâté au blanc ,	2	5	0
Rôties farcies ,	6	0	0
Salpicon froid ,	2	5	0

**ORDINAIRE  
DE DIX - SEPT OFFICIERS  
DE LA BOUCHE**

ET UN GARÇON DU GARDE-VAISSELLE.

16 livres de bœuf.	}	Somme de l'ordinaire des officiers, 21 liv. 15 sous.
20 livres de mouton.		
12 livres de veau.		
3 chapons.		
9 poulets.		
4 livres et 1/2 de lard.		

**M E N U**

DE CE QUE L'ON DONNE AUX GARDES DU CORPS DU ROI EN CAMPAGNE, LORSQU'ILS SONT EN GARDE, ET QUE LE ROI L'ORDONNE, savoir :

	liv.	s.	d.
Pour 4 officiers et 80 gardes			
84 pains,	7	0	0
Vin de table, une pinte chacun, compris deux quartes pour les officiers 10 <sup>e</sup> m, 2 q.	63	12	9
20 pièces de veau de 80 liv., 20 pièces de			
<i>A reporter,</i>	<u>70</u>	<u>12</u>	<u>9</u>

	liv.	s.	d.
<i>Report,</i>	70	12	9
mouton de 80 liv. et de 10 liv. de lard,	45	0	0
Aux écuyers, commun pr' fourniture,	2	0	0
Aux verduriers,	0	10	0
Aux officiers de fourrière, 10 bûches 5 fagots,	2	10	0
	120	12	9

### JOUR MAIGRE , POUR UN REPAS.

Pain comme aux jours gras, 84 liv.,	7	0	0
Vin de table , <i>idem</i> , 10 <sup>ers</sup> , 2 q.,	65	12	9
Vin de poisson , 2 q. commun,	1	7	5
Somme de vin, 65 liv.			

### POISSON ET BEURRE.

30 carpes de pied,	30	0	0
10 brochets de pied deux doigts ,	17	10	0
10 livres de beurre,	5	0	0
Somme du pourvoyeur , 52 liv. 10 s.			
Aux écuyers , commun comme aux jours gras ,	2	0	0
Aux verduriers , <i>idem</i> ,	0	10	0
Aux officiers de fourrière , pour la cuisson du poisson , 10 bûches, 5 fagots,	2	0	0
Somme d'un repas maigre ,	129	0	0

the first time in the history of the world, the  
whole of the human race has been gathered  
together in one place, and that is the  
present meeting of the World's Fair.

---

## OBSERVATIONS

SUR LES

### TABLEAUX ET ÉTATS DE PRIX ET DE DÉPENSES

QUI PRÉCÉDENT.

Tempore commutatur officium ut non semper sit idem.

CICERO, *de Offic.*, lib. I.

Habenda est ratio hominum, rei, et temporis.

CICERO, *de Orat.*, lib. II.

---

**NOTE.** Ces observations auraient dû être imprimées après la page 116. Une erreur dans l'envoi du manuscrit est la cause de cette méprise.

En avançant dans ce travail, je m'aperçois que je prends moins d'intérêt à l'objet principal qui me l'a fait entreprendre qu'au sujet accessoire que j'ai discuté dans l'appendice qui en fait la suite. Je ne voulais d'abord que réfuter une conjecture hasardée qui pouvait susciter des obstacles aux vues et aux mesures financières du gouvernement du roi. Mais cette discussion a fait ressortir un problème d'économie politique d'un haut intérêt, et dont je me suis senti forte:

ment tenté de chercher la solution. Je n'ose dire que j'aie été assez heureux pour la trouver, et dans l'incertitude où je reste sur ce point, j'ai cru devoir publier quelques documents qui pourront fournir à de meilleurs calculateurs que moi des moyens d'arriver à des résultats plus positifs et moins contestables que les miens.

Ces documents sont extraits de deux manuscrits qui portent tous les caractères de l'authenticité : l'un a été rédigé entre l'année 1699 et l'année 1708, sous la direction de Mansard, qui, à la première de ces deux dates, fut nommé surintendant des bâtiments du roi, et qui mourut à la seconde. L'ouvrage lui fut dédié par le rédacteur, et la dédicace lui donne le titre éminent dont il était alors revêtu. Le manuscrit, richement relié, et décoré sur la couverture des armes de Mansard, appartenait, il y a vingt ans ; à M. Guillaumot, homme recommandable par son caractère, et l'un des architectes les plus justement accrédités du siècle dernier. Je dois à son obligeance la communication de ce précieux manuscrit, dont il a bien voulu me donner une copie certifiée.

L'autre manuscrit est un *Etat et menu général de la chambre aux deniers du roi*, pour l'année 1694. Ce volume contient, en 232 pages

*in-folio*, une indication si complète et si détaillée des dépenses de tout genre et de tous les jours de l'intérieur de la maison du roi , ces dépenses sont exposées dans un ordre si régulier , si méthodique , et les désignations des personnes , des objets , des motifs , des sujets et des époques, sont faites dans un style tellement spécial et technique , que la supposition que l'ouvrage puisse avoir été fait par une autre main que par celle d'un agent principal et d'un agent comptable de ce service est une hypothèse invraisemblable qu'il est impossible d'admettre.

Un nouveau motif se joint à celui que j'ai exposé plus haut , et qui m'a confirmé dans la détermination de publier ces documents : j'ai pensé que la tendance actuelle des opinions revenait trop favorable à cet esprit de blâme et de dénigrement qui , vers la fin du dernier siècle , fit éclater tant de clamours , et produisit tant de vaines déclamations contre la magnificence du grand règne. Un des plus véhéments orateurs de l'assemblée constituante , dans un de ces pamphlets incendiaires qui lui servaient à entretenir cette fatale exaltation qui a fait depuis tant de victimes , ne craignit pas de dire que *le maréchal de Belle-Isle s'arrêta d'effroi quand il eut compté jusqu'à douze cents mil-*

*lions de dépenses faites pour Versailles, et n'osa sonder jusqu'au fond de cet abyme.*

Un autre écrivain, que la licence et l'inconstance de ses opinions ont fait parvenir du simple état d'homme de lettres sans fortune comme sans génie aux plus éminentes dignités, porta l'impudence jusqu'à dire dans une chaire d'histoire où il ne professait réellement que la mécréance et la démagogie, les deux passions dominantes de ce temps : « Si Louis XIV eût « employé en chemins et en canaux les quatre « milliards six cent millions que coûta son château déjà en dégât, la France n'eût vu ni la « banqueroute de Law ni ses conséquences. » Et peu après, comme pour faire parade de son ignorance, il assure que, lors de la construction de Versailles, le marc d'argent était à 16, tandis que, cette construction ayant rempli une période de 27 ans, la variation de la valeur du marc d'argent ne peut être ramenée à un seul dénominateur que par une moyenne qui doit se trouver entre les nombres 29 et 30.

On a vu dans les tableaux qui précèdent que la dépense du château de Versailles s'était divisée en 27 annuités dont la somme est de 87 millions et une fraction de million; et comme je ne cherche ici que les résultats d'un calcul ap-

proximatif, la moyenne du marc d'argent à cette époque, comparée à celle d'aujourd'hui, donne pour appréciation de la valeur actuelle la somme de 87 millions augmentée de sa moitié, c'est-à-dire 130 millions pour la construction de Versailles et de toutes ses dépendances, tant prochaines qu'éloignées, telles que Marly, Maintenon, Clagny, etc., etc.

Quant à la somme finale de la dépense des monuments de ce règne, on verra dans les tableaux que la totalité s'eleva à 153 millions et une fraction de million ; ce qui, sur le même calcul de la valeur du marc aux deux époques, donne pour valeur actuelle 229 millions et une fraction de million, divisés en 27 annuités de moins de 9 millions par année.

Ces dépenses n'ont pas été un abîme où l'on ait pu à troquer les tristes débris de la grandeur abattue du plus beau de nos règnes. C'est à la mort de Colbert, c'est au funeste ascendant de Louvois sur l'esprit du roi, c'est à la révocation de l'édit de Nantes, un des plus désastreux effets de la rivalité vindicative du dernier de ces deux ministres, c'est aux fatales guerres qui suivirent l'année 1690, terme final des dépenses de pure magnificence de ce règne, que doivent être attribués les malheurs et la ruine de

l'état dans le dernier période de la vie de Louis XIV. Je n'ai pas, au reste, cité ces dépenses comme des exemples qui puissent, qui doivent toujours être suivis ; il y a des circonstances où les magnificences sont une fatale erreur pour les souverains qui suivent sur ce point le penchant, d'ailleurs louable, de leur caractère, et elles sont un véritable crime de la part des ministres qui ne savent pas opposer à ce penchant une loyale et courageuse résistance. Ces circonstances sont celles du temps où les nécessités et les ressources de l'état se balancent et ne laissent aucun excédant à employer en dépenses non indispensables. Dans des conjonctures moins rigoureuses ces dépenses peuvent être permises ; dans d'autres enfin elles peuvent être recommandées par les intérêts mêmes de l'industrie, dont les produits, favorisés par une protection active, éclairée et bienfaisante, doivent servir à l'acquit de ces dépenses.

Telle fut l'époque où furent faites les dépenses de magnificence du règne de Louis XIV. Leurs beaux résultats concourent avec les produits immortels du goût et du génie des hommes célèbres dans tous les genres qui alors illustrèrent la littérature française, avec les chefs-d'œuvre de tous les arts, avec la pompe et l'éclat

d'une cour où toutes les grâces , tous les genres d'élegance , semblaient ne vouloir briller que pour relever l'éclat et servir d'ornement à la majesté du trône. Ces dépenses servaient à constater et à perpétuer l'état florissant des finances et l'abondance et la prospérité de toutes les sources de la richesse publique. Toutes ces causes agissant de concert occupèrent les classes inférieures de la société , enrichirent les moyennes , et imprimèrent aux mœurs des classes supérieures un caractère d'élevation , de politesse et d'urbanité qu'elles n'ont jamais perdu , qu'elles ne perdront jamais , et qui attira de toutes les parties de l'Europe cette foule d'hommes distingués dans tous les arts , dans toutes les professions , qui vinrent faire hommage à la France de leurs talents , et une foule plus considérable encore d'hommes opulents , qui , attirés par l'appât de tant de nouvelles jouissances , contractèrent pour eux et pour leurs enfants l'habitude heureuse pour elle de lui apporter en tribut une grande partie de leur fortune. Ce fut alors qu'on put dire de cette belle France ce qu'un saint évêque , qui était en même temps un ingénieux écrivain , *Sidonius Appollinius* , en avait dit douze siècles auparavant.

« Taceo territorii peculiarem jucunditatem ;

« taceo illud sequor agrorum, in quo, sine per-  
 « riculo, questuosæ fluctuant in segetibus undæ,  
 « quod industrius quisque; quo plus frequentat,  
 « minus naufragat; viatoribus molle, fructuo-  
 « sum aratoribus, venatoribus voluptuosum,  
 « quod montium cingunt dorsa pascuis, latera  
 « vinetis, terrena villis, saxosa castellis, opaca  
 « lustris; aperta culturis, concava fontibus,  
 « abrupta fluminibus; quod denique hujes  
 « modi est, ut semel visum *advenis multis*  
 « *patriæ oblivionem suadet.* » (SIDONIUS APPOL-  
 LINIUS, *epist. apro*, page 793. Recueil de dom  
 Bonquet.)

C'est en effet de cette époque que la nomenclature des familles en France s'est enrichie de tant de noms dont l'euphonie et la terminaison sont tout-à-fait étrangères. Ce genre de conquête vaut mieux que celles des villes, des colonies et des provinces.

Je ne sais rien qui soit en même temps plus propre à donner une juste idée et des effets produits sur l'esprit des contemporains étrangers par cette réunion d'heureuses et glorieuses circonstances, et de l'immense avantage qui en revint à l'industrie et aux finances de la France, que le trait historique qui suit, et que j'extrais du dernier biographe de Colbert :

« Les ennemis de Colbert, cherchant à le perdre, avaient présenté au roi un plan d'une superbe fête, qui devait donner, disaient-ils, aux étrangers, une haute opinion des ressources de l'état, et ajouter à l'idée qu'on avait de la puissance du monarque. Louis désira l'exécution de ce projet ; mais il n'osait en parler à Colbert, qui se plaignait sans cesse de l'épuisement des finances. Le contrôleur, informé de ce qui se passait, feignit de l'ignorer, et prit secrètement des mesures pour satisfaire le roi, même au-delà de ses désirs. Enfin Louis, voyant que son ministre s'obstinait à se taire, lui parla de la fête projetée comme d'une idée agréable, mais à laquelle il renoncerait si elle devait entraîner des dépenses trop considérables. A ce mot de dépenses, Colbert parut surpris, fronça le sourcil ; et Louis, éprouvant une espèce d'embarras, déclara qu'il était disposé à choisir dans tous les plans qui lui avaient été présentés celui qui serait le moins dispendieux ; mais quel fut son étonnement lorsque le ministre lui dit : -- « Sire, puisqu'il est question de donner une fête, il faut la rendre digne du plus grand roi du monde, et ne rien oublier de ce qui peut en augmenter l'éclat. » Alors il examina les plans et annon-

« ça que la dépense s'élèverait à 1,800,000 livres.  
 « Le roi se récria. — « Mon intention , dit-il ,  
 « n'est point de ruiner le peuple pour divertir  
 « les courtisans , et je renonce à cette fête. —  
 « Sire , répliqua Colbert , vous l'avez annoncée  
 « vous-même à toute la cour ; votre honneur  
 « est engagé à la donner ; rien ne serait plus  
 « capable de faire connaître le mauvais état de  
 « vos finances que de ne pas enchanter en cette  
 « occasion sur la magnificence qui vous est na-  
 « turelle. » Colbert promit au roi de rassem-  
 « bler les fonds nécessaires et se retira. Il fit  
 « mettre aussitôt dans les feuilles publiques que,  
 « dans quelques mois , Louis XIV donnerait à  
 « Paris un carrousel qui surpasserait en magni-  
 « ficience tout ce qu'on avait vu jusque là dans  
 « le même genre. La noblesse du royaume et les  
 « étrangers accoururent en foule , et firent dans  
 « la capitale une dépense prodigieuse. Le car-  
 « rousel s'exécuta , les fêtes furent magnifiques ,  
 « et Louis craignit qu'elles n'eussent coûté des  
 « sommes exorbitantes ; mais sa joie fut ex-  
 « trême lorsque Colbert lui montra que, si tous  
 « les frais se montaient à 1,200,000 liv. , les pro-  
 « duits des fermes avaient augmenté de plus de  
 « deux millions. »

( VILLENAVE. )

Je viens au second manuscrit. Les tableaux dont il se compose contiennent les sommes journalières et annuelles de l'entretien de la cour la plus opulente et la plus somptueuse de l'Europe. Je n'en ai extrait que les détails du prix de tous les objets de consommation usuelle. Les amateurs de ces sortes de renseignements y verront que le problème de la progression des prix n'est pas le même que celui de la progression des dépenses. Tous les deux cependant peuvent par leur solution conduire à d'utiles résultats ; mais je n'ai eu à m'occuper que du second. Ces derniers extraits pourront servir à la recherche de la solution du premier ; et c'est dans ce but que j'ai cru devoir en faire le complément des pièces justificatives de ce travail.

OBSERVATION  
SUR LE TABLEAU QUI SUIT.

J'aimerai à penser que dans le nombre de mes lecteurs il s'en trouvera qui attachéront quelque importance à la question d'arithmétique politique que j'ai discutée dans cet écrit, et qui, moins confiants peut-être que moi dans la solution que j'en donne, seront tentés d'en chercher une meilleure : c'est pour eux que j'ai donné les tableaux qui précédent. Je crois leur devoir un autre secours. La connaissance de la valeur du marc d'argent à toutes les dates leur sera d'une indispensable nécessité, et nulle part elle ne se trouve parfaitement correcte. Celle qui m'a servi de règle est officielle, et je leur en offre un extrait fidèle, à commencer du règne effectif de Louis XIV. Je préviens seulement que j'ai négligé dans l'extrait les fractions de denier. Pour une appréciation telle que celle qu'il importe de faire, l'omission d'une quantité aussi minime ne doit exciter aucun regret.

# RELEVÉ

## DU PRIX DU MARC D'ARGENT,

D'APRÈS LES ÉDITS, DECLARATIONS ARRÊTS ET LOIS,

DEPUIS

LOUIS XIV, 1661, JUSQU'EN 1803.

ANNÉES	MOIS.	VALEURS.	ANNÉES	MOIS.	VALEURS.						
liv.	s.	d.	liv.	s.	d.						
1661	1 <sup>er</sup> février	27	15	»	1705	1 <sup>er</sup> septembre,					
1670	4 octobre	28	10	»		mat. de Fr.	31	12	3		
1672	19 juillet	26	5	»		Mat. d'Esp.	34	»	10		
1674	"	27	13	»		30 oct. id. id.	34	»	10		
1679	10 avril	29	6	11	1704	1 <sup>er</sup> avril	33	1	5		
1690	12 janvier	30	"	"		1 <sup>er</sup> mai au 15	33	11	2		
1692	24 juillet	30	"	"		Fin mai	34	10	"		
1693	16 juin	30	"	"	1706	27 novembre	35	4	"		
"	18 août	29	8	"	1707	1 <sup>er</sup> janvier	34	10	7		
"	12 décembre	31	"	"		1 <sup>er</sup> février	34	"	10		
1699	22 septembre	33	10	"		1 <sup>er</sup> mars	33	1	5		
1700	23 mars	32	15	"		1 <sup>er</sup> avril	32	11	8		
"	25 mai	32	5	"		1 <sup>er</sup> mai	32	12	4		
"	30 novembre	31	15	"	1708	1 <sup>er</sup> avril au 1 <sup>er</sup>					
1701	8 mars	31	5	"		mai	34	10	"		
"	17 mai	30	5	"		17 id. au 1 <sup>er</sup>					
"	27 septembre	34	5	9	"	août	33	1	5		
1702	4 fév., matières d'Espagne	36	19	3	"	1 <sup>er</sup> août au 1 <sup>er</sup>					
"	Matières de France	34	5	9	1709	septembre	33	1	5		
"	24 juin	32	16	7	"	janv. 1709	33	1	5		
"	22 août	35	19	10		En février	32	11	8		
"	1 <sup>er</sup> novembre	35	4	"		19 février au					
1703	14 juillet, matières d'Esp.	34	10	7		26 mars	32	11	8		
"	14 id.	32	6	10		En avril	35	9	1		
						Mai au der-					
						nier août	35	9	1		
						après ce terme	32	11	8		

ANNÉE	MOIS.	VALEURS.	ANNÉE	MOIS.	VALEURS.
1709	28 décembre au 1 <sup>er</sup> fév. avec billets	34 5 5	1818	20 août sans billets	52 7 3
	Du 1 <sup>er</sup> fév. id.	32 11 8	1719	23 sept. le 16 novembre	50 12 4
	28 déc. au 1 <sup>er</sup> fév. sans bil- lets	37 » »	1720	1 <sup>er</sup> avril » mai	76 7 5
	Du 1 <sup>er</sup> février	35 3 7		1 <sup>er</sup> juin » juillet	70 18 2
1711	24 oct. au 1 <sup>er</sup> janv. 1712	40 16 »		16 id.	90 » »
	sans billets	39 5 5		1 <sup>er</sup> octobre	84 16 4
1712	1 <sup>er</sup> janv. id.	39 5 5		26 octobre	65 9 1
	10 déc. au 1 <sup>er</sup> fév. 1713	42 10 10	1724	1 <sup>er</sup> décembre	85 9 1
	Au 1 <sup>er</sup> avril	39 5 5		Août	68 14 6
1714	15 mai au mois d'août.	38 3 7	1725	27 mars	74 3 7
	14 août	36 » »		Septembre	53 9 11
	Au 15 octobre	54 18 2		4 déc. au 1 <sup>er</sup>	44 8 »
	Au 1 <sup>er</sup> déc.	35 16 4	1726	janv. 1726	38 17 »
1715	15 janv. du 1 <sup>er</sup> février au	-		Au 1 <sup>er</sup> février	33 6 »
	1 <sup>er</sup> avril	32 14 6	1726	4 février	37 1 9
	1 <sup>er</sup> avril au 1 <sup>er</sup> juin	31 12 8	1727	27 mai	48 » »
	Au 1 <sup>er</sup> juillet	30 10 10		15 juin	51 3 3
	Au 1 <sup>er</sup> août	29 9 1	1729	»	52 » 3
	Décembre	34 18 2	1755		52 17 7
1716	Nov. au 1 <sup>er</sup> janv. 1717	34 7 3	1771		53 9 2
1717	Au 1 <sup>er</sup> février	32 14 6	1773	15 mai	53 9 2
	Au 1 <sup>er</sup> mars	30 10 10	1780	Selon Saneton	54 17 »
	24 avril au 1 <sup>er</sup> juillet	32 14 6	1785	30 octobre	53 9 2
	Au 1 <sup>er</sup> octob.	30 10 10	1789	12 nov., em- prunt na- tional	54 29 »
1718	Mai avec bill.	43 12 8	1803	Après l'empr.	55 » »
				26 pluviose	53 9 2
				Terminal	53 56 »
				et	
					selon le tarif

En 1895 le marc d'argent vaut 54 fr. 39 cent.; nulle variation depuis cette date.

FIN.

~~VALOR~~

~~2~~

0 11  
6  
0 18  
0 1  
1 16  
3 12  
5 9  
5 1  
3 14  
1 3  
0 8

17  
6  
1  
3  
1  
17  
9  
9  
17  
9

1  
9  
1  
1  
1  
1